

ÉDITO

Les sables mouvants

Mohamed Choucair



«C'est toujours l'imprévisible qui se produit» (Loi de Peter).

Nos parents disaient que le Liban était un défi à l'économie, aujourd'hui on dirait que l'économie est un défi au Liban. Jadis, tout ce qu'on faisait nous rendait prospères; de nos jours, nous bradons notre prospérité pour maintenir nos affaires. Qu'elle en est donc la raison? On la dit politique. L'esprit s'adapte mal à ce qu'il ne connaît pas. Est-ce que le pays est divisé? Comment concevoir cela avec un même président, un même Parlement, un même gouvernement? La controverse est la bienvenue et consolide la démocratie. «Du choc des idées naît la lumière», mais le blocage des institutions aboutit à une toute autre fin. Le blocage des institutions empêche le pays d'évoluer, inhibe la croissance, ruine les investissements, creuse le seuil de pauvreté, suscite les bas fonds où d'autres embigagent les «malheureux» pour en faire des terroristes au service de l'ennemi.

Vu sous cet angle, votre responsabilité est lourde Messieurs les politiques, même si vous imputez la faute aux autres... En attendant, des concitoyens vont mourir, et le pays est au plus mal... L'autre c'est vous aussi. Vous devez le réaliser et faire ce qu'il y a lieu de faire.

Il nous faut un gouvernement sans délais, tout atermoiement est préjudiciable. Jusqu'où votre conscience peut-elle supporter le préjudice? Il faut défendre votre pays, la vie de vos concitoyens, son économie. Ce n'est pas en expédiant les affaires courantes que vous allez réaliser tout cela. Si le pays vous plébiscite, vous reviendrez avec les pouvoirs nécessaires. Sinon, laissez ceux en qui le pays a confiance faire le travail qui s'impose.

À défaut, considérez que vous êtes responsables de ce qui se passe, devant Dieu, et devant vos compatriotes.

Il nous faut un Parlement qui vote, qui ignore les vacances parlementaires quand les lois sont en souffrance et quand cette souffrance provoque la souffrance de tout un peuple. Il se peut que vous ne soyez pas d'accord avec une loi. Rejetez-la. Modifiez-la. Ne l'utilisez pas comme monnaie d'échange

pour arriver à vos fins.

Il faut restaurer la vie institutionnelle. Est-il permis que le Conseil économique et social soit gelé depuis 10 ans? Que le Sénat ne soit pas constitué? Que le Conseil constitutionnel hiberne des années durant? C'est par les institutions que nous réveillerons la vie démocratique au Liban; et par la démocratie que nous consolidons notre économie, notre niveau de vie, et la sécurité de notre territoire.

Tout peut arriver, et le pire est à prévoir, dans un pays ouvert à tous vents, avec des partis fiers de leurs allégeances extérieures et qui n'ont cure de s'entendre avec leur concitoyens, avec une économie qui se débat dans des difficultés inextricables, et une société qui a abandonné le tiers de ses compatriotes à la misère, et dont la périphérie est notamment le réservoir des mercenaires du crime organisé.

Hier on a posé des bombes et on a pleuré les victimes innocentes. Hier, les menaces d'enlèvements ont mené au boycott du secteur touristique et pourraient conduire à son effondrement si des mesures ne sont pas prises pour le soutenir. Qu'y aura-t-il demain? La guerre peut-être. Beaucoup de gens y croient.

Les hommes d'affaires et les organisations économiques sont les premières victimes du marasme que nous vivons. Ils supportent seuls les résultats catastrophiques qu'enregistrent leurs entreprises.

Dans la logique de l'État, il n'y a qu'un responsable, le pouvoir en place. Il a le devoir de relever le défi quelle qu'en soit la cause. Il se peut qu'il soit incapable de le faire; il a le devoir de céder la place, d'autres viendront et relèveront ce défi. L'histoire a toujours démontré

que ceux qui s'accrochent ont tort. Et vu la conséquence de leurs actes, l'histoire ne leur sera pas tendre, si jamais leur conscience est accommodante.

Il faut une approche neuve en politique pour affronter une réalité aussi mouvante et des défis dont on ne soupçonne pas la nature.

- Que faire pour consolider les secteurs essentiels, ébranlés par la crise, et ceux que l'on a négligés jusqu'à présent?

- Comment empêcher que la détérioration de certains secteurs ne s'étale à l'ensemble de l'économie?

- Comment tirer du gouffre les catégories marginales de nos concitoyens et remblayer les réservoirs de misère?

- N'est-il pas grand temps de sécuriser la population active sur l'emploi et l'avenir; et de montrer aux femmes et aux jeunes qu'ils ont tout autant droit au travail décent?

- À partir de ces prémisses qui rassemblent les citoyens, qu'est-ce qui empêche de garantir la sécurité d'une main de fer?

On a toujours pensé que l'économie au Liban dépendait du politique, et qu'il suffisait de pacifier le pays pour «étonner le monde». Il n'en est rien. Il n'y a pas de paix dans la misère. Et il n'y a pas de prospérité sans un gouvernement qui gouverne. L'économie de marché ne pousse pas dans les champs, elle a son code et ses règles, et ne se développe que si l'on sait les faire respecter.



INDEX

CCIA-BML

P02. François Bassil: Le total des actifs des banques commerciales évalué à 157,8 milliards de dollars

P03. L'essor continu des banques libanaises à l'étranger

P04. Nabil Fahed: En tant qu'homme d'affaires, je ne me laisse pas arrêter par les problèmes temporaires que subit le pays

P05. L'immobilier, entre mutation endogène et facteurs conjoncturels

P06. Le défi économique de la présence syrienne au Liban

FCCIAL

P08. Signature d'un accord de coopération entre l'ASCAME et la FMBA

P08. Les organisations économiques appellent à la formation immédiate d'un gouvernement

P09. État des lieux du secteur automobile libanais

P10. The Agriculture and Rural Development project (ARDP)

p.10. Potatoes to Europe... The Next Big Export

P11. Ambassador of Armenia in Lebanon Ashot Kocharyan presents: Yerevan & Beirut

P14. Private Sector Involvement in TVET- New Occupational Profile for the profession "Cook" in progress!

P14. Bnooki.com

P15. "Mediterranean Activities for Research and Innovation in the Energy Sector"- MARE

P15. Agro Invest 2013

P16. Conferences, Exhibitions & Business Opportunities

CCIA-BML

P18. MOU between the CCIA-BML and Talal Abu Ghazaleh Organization

P18. Talal Abu Ghazaleh in a Snapshot

P19. Tales of Tera Numbers

Directeur responsable

Rabih Sabra

Conseiller économique

Roger Khayat

Administrateur

Elham Chehaimi Rahal

Rédacteurs

Marilyne Jallad, Youmna Naufal

Coordinateurs

Philippe De Clermont-Tonnerre

Maquette

Roula Itani Younes, Irene Habib Ballouz

Integrated Communications, Rita Nehmé

ECONews est disponible sur: www.ccib.org.lb

Immeuble CCIA-BML,

Rue 1 Justinien, Sanayeh

PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban

econews@ccib.org.lb

Hotline: 1314 ext: 162

T: 961 353 390 ext: 162

f t in YT i

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONews.

The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONews.

François Bassil: Le total des actifs des banques commerciales évalué à 157,8 milliards de dollars.

Marilyne Jallad

Le président de l'Association des Banques du Liban appelle à former au plus vite un nouveau cabinet ministériel qui assumera ses responsabilités en dressant un plan de sauvetage économique, et surtout social, pour éviter que le pays ne s'enlise davantage dans les répercussions du conflit syrien.



d'autres pays de la région évitent parfois les importations du Liban pour des raisons de sécurité (non-respect des délais) et l'augmentation des coûts de transport.

Il n'en demeure pas moins que pour éviter davantage d'enlisement nuisible dans le conflit syrien, un dialogue, puis une entente nationale nous semblent indispensables et cruciaux, ce qui pourrait et devrait se traduire le plus tôt possible par la formation d'un nouveau cabinet qui assume ses responsabilités en dressant un plan de sauvetage économique et surtout social pour le Liban.

Jusqu'où le secteur bancaire peut-il être affecté par la crise locale et régionale?

Le Liban et la région vivent des moments très difficiles. Les développements politiques et sécuritaires de ces trente derniers mois ont eu un impact très négatif sur nos opérations au Liban et dans les pays voisins. Toutefois le secteur bancaire libanais a résisté à des périodes de fortes turbulences dans son histoire récente et a prouvé sa bonne résilience face aux guerres et aux soulèvements précédents. Les banques libanaises connaissent encore des taux de croissance sains et une bonne rentabilité. Elles sont dotées de ratios élevés de solvabilité qui dépassent largement les exigences nationales et internationales. Elles maintiennent également des niveaux élevés de liquidité et adoptent des politiques prudentes de crédit qui se traduisent par un niveau très bas de créances non performantes.

En définitive, le secteur bancaire libanais va surmonter cette phase difficile et continuer dans son exercice à avoir un bilan solide. Les derniers chiffres du secteur, pour les sept premiers mois de l'année 2013, montrent que son activité et sa performance demeurent acceptables pour couvrir les besoins de financement de l'économie nationale dans les deux secteurs privé

et public bien qu'elle ait connu un ralentissement. Ainsi, le total des actifs des banques commerciales s'est évalué à 157,8 milliards de dollars, soit une croissance de 6,7% sur base annuelle. Les dépôts ont atteint 133,9 milliards de dollars, soit un taux de croissance de 8,4% sur base annuelle. Les crédits au secteur privé, quant à eux, se sont évalués à 45,2 milliards de dollars fin juillet 2013, soit une augmentation de 6,8% sur base annuelle.

Il ne faut pas oublier que le secteur bancaire libanais a une longue histoire d'excellence visant à attirer des capitaux et des dépôts de ressortissants libanais résidents et non-résidents, des entreprises, mais aussi d'autres pays du Moyen-Orient et dans le monde. Notre atout le plus précieux est notre réputation. Par conséquent, il est primordial pour nous de maintenir notre excellente réputation dans la région et de par le monde en répondant aux normes internationales de meilleure gouvernance d'entreprise financière. Les directions de nos banques sont très strictes dans l'application

exercé une surveillance prudentielle solide sur l'ensemble du secteur.

Ce n'est pas la première fois que le Liban subit une invasion économique. Comment peut-il assimiler les investissements et les travailleurs syriens?

L'économie libanaise fonctionne déjà en deçà de son plein potentiel. La situation va sûrement s'aggraver encore davantage avec la présence massive des Syriens. Les procédures à suivre nécessitent tout d'abord la formation d'un nouveau gouvernement qui mette en place un véritable plan d'action afin d'atténuer les effets de la guerre en Syrie sur le Liban et la présence des réfugiés syriens dans le pays et de relancer la croissance notamment dans les secteurs du tourisme, du commerce et de l'export.

En ce qui concerne le flux des réfugiés syriens, il faut demander aux organisations internationales une aide urgente et régulière afin de soutenir le Liban dans l'établissement d'un



IL EST PRIMORDIAL POUR NOUS DE MAINTENIR NOTRE EXCELLENTE RÉPUTATION DANS LA RÉGION ET DE PAR LE MONDE EN REPONDANT AUX NORMES INTERNATIONALES DE MEILLEURE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE FINANCIÈRE

de toutes les directives et les sanctions internationales visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Nos régulateurs nationaux, dirigés par la Banque du Liban (BDL) et la Commission de Contrôle des Banques, sont également très stricts quant à l'assurance de la conformité des banques libanaises aux meilleures normes financières internationales et ont toujours

plan social permettant d'assimiler ce nombre, que ce soit du point de vue logement, éducation, santé et emploi de main d'œuvre. Sachant que cette dernière n'est pas en général qualifiée au Liban pour remplacer la main d'œuvre nationale. En revanche, les investissements des Syriens au Liban seront bénéfiques pour notre économie s'ils sont employés dans des domaines ne concurrençant pas les secteurs productifs libanais et bénéficiant de l'expertise de nos ressources humaines qualifiées. ●

Vous avez pris la présidence de l'Association des Banques du Liban (ABL) à une période extrêmement critique. C'est une chance car vous êtes un homme de grande expérience.

Merci pour cette confiance que mes collègues m'ont accordée pour la quatrième fois. Mais j'aimerais ajouter à ce sujet que toutes les personnalités qui ont présidé l'ABL sont très compétentes et ont consacré beaucoup de temps et d'efforts, en collaboration avec les autres membres du Conseil ainsi qu'avec la communauté bancaire libanaise, afin d'oeuvrer tous ensemble pour le bien du secteur et celui du pays.

Quelle est la vulnérabilité de l'économie libanaise vis-à-vis de la conjoncture régionale? Et comment la protéger des répercussions de la crise syrienne?

Comme vous le savez, l'économie libanaise est une économie ouverte. Sa croissance repose notamment sur le secteur bancaire, le tourisme, les transferts des émigrés et les investissements étrangers (IDE) au Liban. Elle est en étroite relation avec les pays de la région, surtout les pays du GCC. Sans doute l'économie libanaise est en perte de vitesse depuis plus de deux ans; en plus de la sécurité relativement fragile au Liban et des conflits politiques, les pays du Golfe ont interdit à leurs ressortissants de venir au Liban, ce qui a affecté de plein fouet le tourisme et s'est indirectement répercuté sur tous les secteurs qui en dépendent.

En revanche, il faut signaler que certaines industries libanaises ont profité des événements en Syrie pour augmenter leur production afin de satisfaire d'une part la croissance de la demande domestique et d'autre part leurs exportations vers la Syrie après l'arrêt du fonctionnement de ses usines. Sachant que

L'essor continu des banques libanaises à l'étranger



ASSOCIATION OF BANKS IN LEBANON

Pendant que le Liban croule sous tous les types de conflits, le secteur bancaire libanais continue son expansion dans le monde, représentant ainsi un pilier de la force économique du Liban et de son ouverture (ABL).

Le secteur bancaire libanais est depuis toujours ouvert à l'étranger. Le Fonds monétaire international (FMI) avait évalué l'importance de cette présence extérieure à près de 19% du total du bilan consolidé des banques commerciales et des banques spécialisées et banques d'affaires, et à près de 22% du total du bilan des banques concernées par cette implantation à l'étranger.

LES BANQUES ÉTRANGÈRES EN DIFFICULTÉ D'IMPLANTATION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT DEPUIS LES ACCORDS DE BÂLE II

En 2013, le secteur bancaire libanais a recensé treize branches ou succursales de banques arabes et étrangères, quinze banques à participation majoritaire arabe ou étrangères (12 banques commerciales et 3 banques d'affaires) et onze bureaux de représentation de banques étrangères opérant sur le marché libanais. Ce chiffre était supérieur et le nombre des banques étrangères a reculé avec le début de la guerre civile en 1975. Les banques étrangères ont une difficulté à s'implanter dans les pays en développement depuis les Accords de Bâle II. C'est la raison pour laquelle elles n'ont plus eu la possibilité de développer leurs activités dans ces pays.

Les banques libanaises traitent en outre avec plus de 380 établissements répartis dans 72 pays dans le monde, indice de la diversification et de la faible concentration des avoirs extérieurs des banques libanaises auprès de leurs banques correspondantes à l'étranger.

RENFORCEMENT DE L'EXPANSION DES BANQUES LIBANAISES À L'ÉTRANGER DEPUIS 2011

Ces deux dernières années, les banques libanaises ont continué à renforcer leur expansion à l'étranger bien qu'elles aient été affectées par les troubles sécuritaires et politiques qui ont touché certains pays arabes voisins. Ainsi, une banque libanaise a pu investir le marché australien, une autre la Turquie. Les banques libanaises essayent aussi de s'implanter de plus en plus dans les pays de la diaspora libanaise pour essayer de lier ces pays au Liban en termes de coopération financière et commerciale. Cette expansion à l'étranger est encouragée par l'étroitesse du marché local face aux grandes capacités (financières, en compétence et en expertise) du secteur bancaire libanais. Par ailleurs, elle vise à diversifier les risques des activités bancaires liées aux risques souverains du pays afin d'améliorer la notation des banques indépendamment de celles du pays. Cette expansion permet aussi d'assurer aux banques une diversification de leurs sources et types de revenus et d'accroître leurs parts du marché ainsi que leurs sources de profits.

“
LES BANQUES LIBANAISES
ONT CONTINUÉ À RENFORCER LEUR
EXPANSION À L'ÉTRANGER BIEN
QU'ELLES AIENT ÉTÉ AFFECTÉES PAR
LES TROUBLES SÉCURITAIRES ET
POLITIQUES QUI ONT TOUCHÉ CERTAINS
PAYS ARABES VOISINS
”

PRÉSENCE FACILITÉE AU NIVEAU RÉGLEMENTAIRE SUR LES MARCHÉS ARABES DEPUIS 2004

Depuis le début de l'année 2004, les banques libanaises ont commen-

cé à se développer sur les marchés arabes avoisinants qui avaient assoupli leurs réglementations relatives aux investissements et aux services financiers et bancaires. La Syrie, la Jordanie, l'Egypte, ainsi que les marchés concurrents tels que Dubaï et l'Arabie Saoudite, jouissant d'un volume important d'opérations et de liquidités et de marges bancaires élevées, ont ouvert leurs portes aux banques libanaises. Cette implantation bancaire sur les marchés arabes est également due à une proximité culturelle, linguistique et géographique entre ces pays et le Liban.

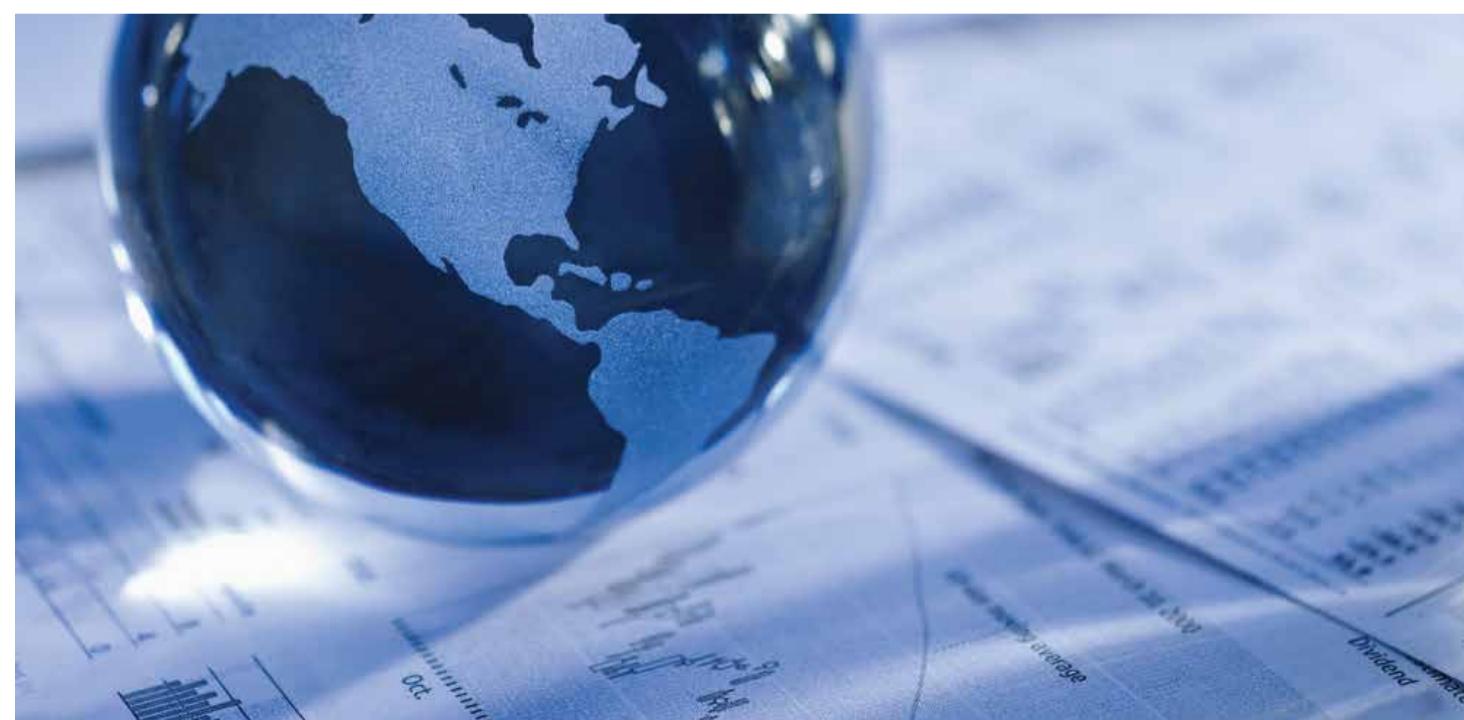
UNE POLITIQUE D'EXPANSION BANCAIRE SOUS CONTRÔLE ET APPUI DE LA BANQUE DU LIBAN

Cette expansion est soutenue et suivie de près par les autorités monétaires et de contrôle qui encadrent les banques par des réglementations et des mesures strictes et appropriées de contrôle (capacité financière, ressources humaines qualifiées et conformité aux normes internationales, de solvabilité, de lutte contre le blanchiment d'argent et aux règles de gouvernance). Toute cette activité d'expansion est effectivement soumise aux règles et au contrôle de la Banque du Liban et aucune banque ne peut opérer une implantation sans remplir une série d'exigences et de règles définies par la BDL.

17 BANQUES LIBANAISES IMPLANTÉES DANS 31 PAYS DANS 92 VILLES DU MONDE

Cette expansion à l'étranger s'effectue sous forme d'entités juridiques diverses allant des bureaux de représentation aux banques sœurs ou affiliées en passant par les branches ou agences détenues en totalité. Ainsi, selon les dernières données disponibles de l'Association des Banques du Liban, en 2013, 17 banques libanaises sont implantées dans 31 pays dans 92 villes du monde, à travers 103 entités bancaires (39 banques affiliées et banques sœurs, 48 branches de banques libanaises, et 16 bureaux de représentation). Les banques affiliées ou sœurs possèdent également un réseau de 240 agences dans les pays susmentionnés. Ce qu'il faudrait retenir c'est que le système bancaire libanais a fait ses preuves en termes de stabilité et d'«attraction financière», ce qui lui a permis de s'élargir dans le monde et de jouer un rôle pionnier dans le financement des secteurs privé et public. Mais il est nécessaire de rappeler que cette expansion en essor s'accompagne aussi de beaucoup de défis et de risques parce qu'elle demandera aux banques libanaises une capacité d'adaptation et de solvabilité très importante. Car depuis les Accords de Bâle II, il est exigé des banques une solvabilité et un contrôle encore plus importants, ce qui constitue un défi en termes d'audit et de stabilité bancaire face à un monde en crise depuis 2008. Une crise financière mondiale que le secteur bancaire libanais a su contourner en faisant ses preuves, et qui a bouleversé les règles du jeu monétaire international. ●

* Source: Association des Banques du Liban



Nabil Fahed: En tant qu'homme d'affaires, je ne me laisse pas arrêter par les problèmes temporaires que subit le pays

Nabil Fahed, président de Fahed Group, du Syndicat des propriétaires de supermarchés au Liban et vice président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, reste confiant quant à l'avenir économique et commercial du Liban. Preuve en est, l'ouverture récente de son nouveau commerce: Fahed Supervalue à Zalka.

Quel est le «plus» de Fahed-Supervalue qui a récemment ouvert ses portes?

Fahed Supervalue est bien davantage qu'un supermarché c'est un mini mall hybride. C'est la combinaison d'un hypermarché et d'un magasin type «département store». Réparti sur une surface de 10 000 mètres carrés et comprenant cinq étages avec quatre sous-sols permettant de garer près de 250 voitures, notre nouvelle adresse répond à la demande de tous les consommateurs. Présents depuis soixante-dix ans dans le secteur du détail, nous savons comment les Libanais font leurs courses, quelles sont leurs habitudes d'achat.

Fahed Supervalue s'adresse à tous

types de ménages autant aux célibataires qu'aux familles. Vous pouvez y trouver tout genre de produits utiles au quotidien allant de l'alimentaire, en passant par le service de cuisine, une applique pour le mur de votre appartement, un canapé ou encore une balançoire pour votre balcon. Jouets, papeterie, lingerie, bijoux, bar, solarium, cristallerie, des produits électroniques, technologiques, téléphones mobiles ou encore des montres. Vous y trouverez toutes les choses utiles auxquelles vous pensez.

De plus, l'emplacement est très pratique et attrayant sur l'intersection de l'autoroute qui mène au Nord, à Tripoli et au Metn permettant aussi aux consommateurs d'atteindre dans les dix minutes Beyrouth.

Êtes-vous toujours confiant quant à l'avenir du commerce au Liban?

En tant qu'homme d'affaires libanais je continue de croire en l'avenir de mon pays, je reste confiant et ce en dépit de tous les défis que nous devons affronter au quotidien, et de cette crise économique, politique et sécuritaire qui ne cesse de sévir. Comme tous les autres secteurs au Liban, celui de la grande distribution croule sous le ralentissement économique. Néanmoins, nous continuons à créer des emplois avec l'ouverture de nouveaux magasins et commerces. Le Libanais, et le secteur privé en particulier, ne se sont jamais

laissés arrêter par les obstacles qui ont entravé leur route. Il faut poursuivre l'élan pour investir davantage et penser à l'économie de demain.

Il y a certaines idées préconçues qui prétendent que le secteur alimentaire connaît un boom en temps de crises ou de guerres. Ce n'est pas vrai du tout et l'impact négatif de l'instabilité dépasse de loin la faible augmentation de la consommation de première nécessité.

Quel message avez-vous voulu transmettre en ouvrant Fahed-Supervalue?

Avec ce nouveau projet d'ouverture du Fahed Supervalue, nous avons pu recruter près de 250 employés, ce qui constitue un investissement dans le capital humain libanais. Tel est le message que nous aimerais transmettre aux investisseurs. Si chacun faisait de même, l'économie libanaise continuerait de fleurir, d'employer des milliers de personnes et de générer des dizaines de milliers de possibilités d'emploi dans toutes les industries.

Que peut faire la Chambre de commerce de Beyrouth pour améliorer le climat des affaires?

En tant que Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban nous devons poursuivre notre mission pour faire évoluer le climat des affaires et l'état de santé commer-



cial et économique du Liban. La Chambre doit prouver aux étrangers qu'elle peut les accompagner dans leurs projets d'investissement au Liban en les aidant à contourner la corruption, conséquence directe du vide politique. La Chambre de commerce de Beyrouth joue déjà ce rôle et doit continuer en ce sens car la frustration des uns et des autres grandit compte tenu d'une conjoncture actuelle difficile.

Un conseil à donner à un jeune entrepreneur?

Il est important de savoir que rien ne vient facilement. Il faut travailler dur pour atteindre son objectif en ayant toujours en tête que la route est semée d'obstacles. Il est essentiel de faire preuve d'imagination et de créativité pour contourner les épreuves et savoir se relever pour poursuivre son chemin. ☺



L'immobilier, entre mutation endogène et facteurs conjoncturels

Bachir El Khoury

Changement de l'exigence des résidents, recul de la demande étrangère, un attrait accru pour le locatif, une offre qui suit les nouvelles tendances, un contexte politique prohibitif... L'immobilier est au cœur d'une profonde transition en attendant le passage à un nouvel équilibre.

Le secteur de la construction au Liban, l'un des principaux moteurs de l'activité économique dans le pays, connaît depuis plusieurs années une mutation interne, doublée de facteurs conjoncturels rédhibitoires ou transformateurs liés à la crise syrienne. Après des années de

d'une action, d'une denrée ou d'une matière première se hisse au-delà de la valeur intrinsèque aux seules forces du marché en raison des externalités (spéculation, etc.). Cette correction consiste ainsi en une forme de retour à la valeur «juste» déterminée par l'offre et la demande, inférieure de 10%, 20%, voire plus dans certains cas, à celle atteinte durant la phase d'effervescence.

Quant à la demande interne -deuxième facteur déterminant de l'actuel tassement- sa mutation est à la fois endogène et exogène; évolution des traditions, changement du mode de vie et prix exorbitants font que la tendance sur le marché -notamment parmi la nouvelle génération- est

ion les chiffres du registre foncier, le nombre de ventes à des étrangers a reculé de 8,6% au premier semestre de cette année, après avoir déjà accusé une baisse de 9% en 2012.

Ces transformations caractéristiques de la demande aussi bien interne qu'externe tracent les contours d'une prochaine étape immobilière à laquelle les promoteurs se préparent et qu'ils tentent même de provoquer. À Beyrouth comme à l'extérieur de la capitale, les projets offrant des surfaces de 80 à 120 m² dédiés essentiellement aux résidents

pullulent tandis que les prix proposés oscillent entre 250 000 et 350 000 dollars dans des zones autrefois inaccessibles en-deçà d'un budget d'un demi-million de dollars.

À ces mutations endogènes s'est

ajoutée à partir de 2011 la série de révoltes dans le monde arabe ayant provoqué une instabilité dans l'ensemble de la région et rebuté l'investissement étranger dans le secteur. La crise en Syrie n'a fait qu'attiser les craintes poussant certains promoteurs à suspendre leurs projets ou à procéder à des rabais pour pouvoir écouter leur stock de ventes.

LES PERMIS DE CONSTRUIRE EN BAISSE, LES PRIX RÉSISTENT

Cela a eu pour effet un ralentissement global de l'activité immobilière même si les excavations se poursuivent dans l'ensemble du pays. Les permis de construire ont reculé de 14% sur les sept premiers mois de 2013, après avoir baissé de 12% en 2012 et de 7% en 2011.

Cette contraction ne s'est pas toutefois accompagnée d'une correction similaire des prix, restés relativement stables depuis fin 2010, même si un début d'infléchissement pointe à l'horizon, alimenté par les craintes d'un prolongement du statut quo actuel. La valeur des transactions immobilières, qui avait enregistré une légère hausse de 1% en 2012, a connu une première baisse cette année, de l'ordre de 8,2% jusqu'à fin juin. Si certains imputent cela à une tendance baissière à la fois structurelle et conjoncturelle, d'autres affirment qu'il s'agit du résultat cumulé de remises ponctuelles accordées par des promoteurs opérant dans un marché d'acheteurs.

LES RÉFUGIÉS SYRIENS SOUTIENNENT LE MARCHÉ LOCATIF

Dans ce contexte, l'un des rares segments à avoir échappé à la crise, voire profité de la conjoncture, reste celui de la location, tiré par la demande des réfugiés syriens, dont le nombre s'élève à plus d'un million selon les estimations. L'attrait pour les loyers a partiellement compensé la baisse de la demande touristique pour les appartements meublés et hôtels de gamme moyenne. Alors que la demande de ressortissants étrangers travaillant dans des multinationales au Liban a diminué par rapport aux années précédentes, la demande syrienne a également réussi à éléver la demande locative pour les petits appartements d'une ou deux chambres dans plusieurs régions libanaises. Autre segment à tirer son épingle du jeu: le marché du détail qui fait preuve d'une certaine résilience grâce au secteur de la restauration, appuyé par une demande locale assez soutenue.

Mais cela durera-t-il longtemps? Pour les experts, l'heure n'est pas encore à l'inquiétude. Une réduction progressive des pressions liées à la crise régionale peut entraîner une résurgence de la demande extérieure, actuellement en sommeil, et une concomitance à long terme entre un secteur compétitif et une reprise mondiale. ●



croissance fulgurante qui ont vu le volume de projets et la valeur immobilière se décupler à une grande vitesse – les prix des appartements ayant bondi de 300% à 500% dans certaines régions entre 2005 et 2010 – l'heure est depuis au moins trois ans à une forme d'accalmie provoquée par trois facteurs combinés: une correction du marché, une transformation de la demande interne et un environnement externe tendu.

Le processus d'«auto-ajustement» propre à tout marché dans une économie aux fondements minimalement libéraux, est le plus endogène de ces trois catalyseurs. Il s'agit d'une phase de correction qui suit généralement une période d'excès durant laquelle la valeur d'un bien,

désormais aux petites surfaces, plus adaptées au goût et au train de vie et plus abordables en termes financiers. En 2012, 52% des nouveaux permis de construction visaient des appartements jusqu'à 150 mètres carrés, contre 44% en 2010.

La tendance est, par ailleurs, à sortir de la capitale; celle-ci concentrait 37% des transactions immobilières en 2007 contre 25% à l'heure actuelle. En parallèle, la demande pour les grands appartements de plus de 300 mètres carrés est en chute libre, tandis que l'appétit des ressortissants arabes et des expatriés libanais - à l'origine du boom des années précédentes - est à son plus bas en raison des risques non-systémiques liés aux incidents politico-sécuritaires des deux dernières années; se-



Le défi économique de la présence syrienne au Liban

Roger Khayat

Comme tous les problèmes majeurs de la vie économique, cet aspect est resté en sourdine, autant dans les déclarations officielles que dans l'opinion responsable. Et pourtant, tôt ou tard il faudra l'affronter.

Bien entendu il n'y a pas de déclaration officielle du côté syrien, mais les sources de la Révolution reconnaissent l'exode, fin août, de 3 millions de personnes, principalement vers le Liban, la Jordanie et la Turquie. Ironie du sort, juste avant les événements, les conseils d'affaires des quatre pays se sont fédérés en vue d'une coopération économique approfondie qui répond davantage aux exigences de la vie moderne. C'est précisément les pays de ce quartet qui ont accueilli les réfugiés syriens.

La Sureté générale a enregistré 700 000 entrées au Liban fin juin. Cependant, la frontière s'étendant tout le long du pays, il est quasi impossible de prévoir le nombre exact de personnes ayant afflué au Liban. Déjà, les meilleures estimations tournent autour de 1,2 millions. À pareille époque les chiffres enregistrés en Jordanie étaient de 480 000 réfugiés, mais l'estimation officielle était de 600 000.

La Turquie a autorisé l'accueil de 400 000 réfugiés, mais il est douteux qu'elle puisse s'y tenir. Pour un pays de 80 millions d'habitants la situation est gérable.

“
LE BOYCOTT DES VOYAGES
AU LIBAN, PROVOqué PAR LA
DÉGRADATION DE LA SÉCURITé,
A MIS LE SECTEUR TOURISTIQUE
À TERRE

On pense généralement que les réfugiés syriens sont au Liban en voie de retour, et eux le pensent également. Ils ne veulent pas s'installer à l'extérieur de leur pays, mais seulement fuir les hostilités. D'autres sont en voie de départ, et attendent leur visa pour l'Australie ou le Canada, ou toute destination où ils peuvent s'établir, dont le Golfe, l'Afrique ou l'Amérique du Sud. Cette seconde catégorie est surtout constituée d'entrepreneurs qui auraient bien voulu s'établir au Liban.

Il est éminemment souhaitable que la crise syrienne et ses conséquences se résorbent le plus ra-

pidement possible. Il aurait suffit d'un effort financier partagé avec le monde arabe et l'Occident pour soulager la souffrance des réfugiés d'ici leur retour. Mais la prudence exige qu'on mette en relief un scénario différent, celui d'un enlisement de la crise en Syrie, et que les gens ne puissent rentrer chez eux du fait des hostilités ou des désaccords persistants. Les libanais connaissent bien cet état des choses, et auraient tort de ne pas le prévoir.

Destinations	Estimation du nombre de réfugiés syriens dans les pays voisins			
	Chiffres officiels au 30/6/2013	Estimation au 30/6/2013	Estimation au 30/8/2013	Prévision au 31/12/2013
Liban (1)	700,000	1,200,000	1,400,000	1,600,000
Jordanie (2)	480,000	600,000	750,000	800,000
Turquie (3)	400,000	480,000	550,000	625,000
Autres	140,000	240,000	280,000	320,000
	1,720,000	2,520,000	2,980,000	3,345,000

calcule à partir des données disponibles
(1) site: rfi/moyen orient: déclaration du Pdt. Sleiman à Qatar en Mars 2013
(2) Chiffre officiel 480k estimation officielle 600k
(3) Observatoire de la vie politique turque, 15 juillet 2013



Une force de travail équivalente à la population active libanaise serait en quête d'emploi. La population active au Liban représente

sente à peu près 42% de la population en âge de travailler, entre 15 ans et 64 ans, estimée à 2 829 000 personnes au 31 décembre 2012 (CIA World Factbook), soit 1 188 000 personnes. En considérant un taux de chômage raisonnable de 16%, la population active effectivement au travail tombe au dessous du million. Une population réfugiée de 1 600 000 de personnes, dans le dénuement le plus total, peut facilement offrir au marché de l'emploi un chiffre équivalent. L'empêcher de travailler, c'est se heurter à des considérations humaines, juridiques et pratiques puisque ses alliés objectifs sont les entrepreneurs eux-

mêmes qui profitent des salaires bas pour améliorer leur position dans la concurrence.

L'effet de cette pléthora de travailleurs serait de peser sur l'offre de travail et par conséquent sur les salaires. C'est d'ailleurs la situation du marché du travail au Liban depuis la fin de la guerre civile. Au moment de la reconstruction, au milieu des années 90, on estimait à 500 000 le nombre des ouvriers syriens au Liban. La situation ne serait pas fondamentalement différente si l'on n'était pas dans une crise aiguë avec peu d'opportunités de travail pour les Libanais eux-mêmes. L'effet caractéristique du phénomène serait d'exacerber le chômage: les Libanais qui perdraient leur poste n'auraient aucune chance d'en trouver un autre, et seul un nombre infime des réfugiés trouverait un emploi.

Le scénario serait économiquement insoutenable. Il est clair que la structure de l'économie libanaise n'est

pas du tout à même de relever ce défi. Déjà le boycott des voyages au Liban, provoqué par la dégradation de la sécurité, a mis le secteur touristique à terre. De nombreuses voix se sont élevées pour déplorer l'absence de secteurs plus résilients, moins dépendants d'une sécurité impossible à garantir.

L'adversité cache une opportunité de consolider notre économie, de revenir à un modèle plus équilibré sur le plan sectoriel. Ceci ne se fera pas au détriment du tourisme ou des finances. Au contraire, cela pourrait consolider l'ensemble de l'économie. Il y a une activité industrielle prospère mais limitée. Le gouvernement, conscient de la nécessité de soutenir les secteurs de production, moins sensibles à la conjoncture régionale, n'a pas jusqu'à présent de plan cohérent pour en assurer l'expansion. L'unique encouragement provient de la BDL, à travers son programme de crédits assistés à



l'investissement pour les secteurs à fort levier de l'emploi.

À côté des réfugiés en quête de travail, il y a les entrepreneurs syriens en quête d'investissements. Si l'opportunité leur était donnée, ils reproduiraient en un rien de temps un appareil industriel capable d'absorber les masses disponibles. Il n'est pas normal qu'ils aillent investir sous d'autres cieux quand leurs travailleurs sont au Liban. Ce n'est pas dans leur intérêt, à moins qu'ils n'y soient forcés par un environnement hostile.

Il y a actuellement des investissements syriens qui s'opèrent, mais il est très important pour la concurrence que cela représente, et d'ailleurs pour leur propre rentabilité, qu'ils soient encadrés dans un climat favorable à l'investissement et à l'exportation. Ils ne doivent pas produire pour le marché libanais mais pour le marché mondial.

Pour donner une orientation de ce que peut être un cadre favorable, je dirais qu'il y a deux sortes d'activités, celles qui s'intègrent aux structures économiques du pays, et celles qui nécessitent des structures particulières. Ces dernières seulement posent problème, mais elles sont les plus importantes. Il suffit de leur créer des zones industrielles où ils peuvent exploiter leur main d'œuvre spécialisée présente dans le pays et rattraper leurs réseaux de vente à l'international. Beaucoup sont liés à l'industrie turque et leurs produits s'exportent en Europe.

Le Liban a suivi ce schéma à maintes reprises. En 1948 lors de l'exode des palestiniens; tout le monde connaît les sociétés qui se sont reconstituées au Liban, et personne n'est je pense en mesure de se plaindre, du fait de l'emploi et des richesses qu'elles ont engendrées. Au milieu des années 50

à la suite des nationalisations en Égypte. Au début des années 60 à la faveur des nationalisations en Syrie. Chaque fois le Liban a trouvé son compte et recueilli ce que la guerre ou l'économie dirigée ont bradé.

Les avantages que le Liban a recueilli, malgré lui, dans le désordre, ne pouvons nous pas le faire pour une fois dans l'ordre pour faire décoller notre économie, et consolider définitivement nos sources de revenus. Je dirais que dans les circonstances présentes nous sommes obligés de trouver rapidement des sources d'investissements créateurs d'emplois. À défaut l'économie peut nous éclater au visage. Cela est possible, surtout que l'investisseur n'a pas besoin de faiseurs ou d'avantages particuliers dans une économie ouverte, autres que l'élimination de la bureaucratie qui sévit lors de la création ou de la liquidation d'entreprise, et dans la poursuite de ses opérations commerciales. Si le Liban se positionne dans les dix premiers dans le fascicule «Doing Business» de la FSI, il pourrait attirer tous les investissements qu'il souhaite, sans coûter une piastre au budget de l'État.

UNE BRÈVE RÉFLEXION POUR SAVOIR LES MÉCANISMES

Ce qui est plaidé dans ce texte c'est l'emploi, source de revenu, source de richesse. C'est aussi une source d'inflation qui inhibe l'action de la plupart des gouvernements. Pire, la plupart craignent l'inflation et ne croient pas aux vertus de l'emploi. Ce sont ceux par exemple qui ont annoncé en 2011 la fin de la crise en Europe, malgré un chômage élevé qui, à leurs dires, ne pouvait durer plus de 18 mois. En fait ceux qui ont prédit qu'il ne peut y avoir de reprise sans résorption du chômage ont eu raison. La crise s'est

accentuée en Europe et elle n'est pas prête de finir.

L'entreprise qui fait des profits attribue des revenus à ses actionnaires, et contribue au PIB de son pays. L'employé qui touche un salaire enrichit son entreprise et son pays. Mais il faut que l'entreprise soit rentable. Autrement les régimes à économie dirigée qui ont mis tous les citoyens au travail auraient fait merveille. Justement ils ont foiré car l'entreprise n'était plus motivée par le profit. «On obtient le meilleur résultat quand chaque citoyen est libre de suivre son propre intérêt» (Adam Smith). Or l'objet de ce discours est uniquement de donner l'opportunité à l'entreprise de faire son intérêt, autrement dit d'éliminer les causes, et Dieu sait si elles sont nombreuses au Liban, qui gênent son exploitation. Je crois que dans le cas présent on joue sur du velours, car on vise des entreprises et des investissements dont l'ensemble des facteurs est déjà maîtrisé et dont le succès est notoire.

Dans le cadre de la liberté économique, le PIB maximum est assuré par l'emploi optimum. Dans une thèse parue en 1958, et dirigée par la célèbre Joan Robinson, *Pouvoir d'Achat de la Monnaie*, Bernard Schmitt, auteur de nombreux ouvrages qui ont toujours promu la même pensée, a démontré que le PIB était équivalent à la masse des salaires qui compensent le travail, tous les autres revenus étant un transfert sans effet sur la masse réelle du PIB. Autrement dit c'est le travail constaté par le salaire qui détermine exclusivement la croissance.

En conclusion, il semble que le Liban n'ait pas le choix: Soit il met les réfugiés au travail -et pour cela il doit susciter leurs investissements- et accroît son marché et son PIB de leur apport; ou son économie subit un coup fatal. Naturellement, il reste le facteur chance, ou les Syriens rentrent chez eux demain. Mais peut-on légitimement compter sur cela dans une perspective économique? 



فكرتك ومساندتنا تجعلان المستحيل ممكناً

إذا كنت صاحب مؤسسة صغيرة ولديك فكرة أو مشروعًا مبتكرًا تود التعاون مع شريك واحد على الأقل في أوروبا والمتوسط على تقديره، يوفر صندوق فارو، الذي تديره غرفة بيروت و مجلس لبنان، المشورة التقنية والدعم المادي بقيادة زمرة تنفيذ مشروعك.

WITH YOUR IDEA AND OUR ASSISTANCE, EVERYTHING IS POSSIBLE

If you are a young entrepreneur and have an innovative idea or project that you are willing to share with at least one European or Mediterranean partner, the FARO fund, that is managed by the Chamber of Beirut and Mount-Lebanon, offers you technical and financial assistance at a symbolic rate to build your project.



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
 Chamber of Commerce Industry
 and Agriculture
 of Beirut and Mount-Lebanon
 بيروت وجبل لبنان



www.ccib.org.lb
 www.facebook.com/CCIAB
 www.twitter.com/CCIABML
For more information please call 1314 ext 14

Signature d'un accord de coopération entre l'ASCAME et la FMBA

Mohamed Choucair et Élie Ziadé ont apposé leur signature sur un mémorandum d'entente entre L'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME) et la Fédération méditerranéenne des courtiers en assurance.

Mohamed Choucair, président de l'Association des Chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes (ASCAME), a signé un accord de coopération avec la Fédération méditerranéenne des courtiers en assurance (FMBA) présidée par Élie Ziadé, le 16 septembre dernier, à l'hôtel Four Seasons.

À cette occasion, Mohamed Choucair a réitéré le rôle essentiel que joue le Liban en termes d'échanges économiques dans le bassin méditerranéen. Il a par ailleurs salué les efforts du secteur privé dans l'échange d'expertise et a mis l'accent sur l'importance du secteur des assurances dans tous les domaines de l'économie. «Autant dire que l'assurance est importante pour toutes les activités économiques. Beaucoup seraient difficiles, voire impossibles à mener, sans une couverture adéquate», a déclaré le président de l'ASCAME. Il a également tenu à rappeler le rôle joué par l'Association pour le développement du bassin méditerranéen, «nécessaire à tous les pays, et pas seulement aux pays du Sud de la Méditerranée». Ce mémorandum d'entente devrait permettre à ses signataires d'être particulièrement actifs au niveau des grands projets de la Méditerranée et de la petite et moyenne entreprise.

Mohamed Choucair s'est aussi arrêté sur le rôle essentiel joué par les PME dans la redynamisation des économies des villes du bassin méditerranéen et la lutte contre le chômage. «Nous comptons beaucoup sur les liens forts avec des associations comme la FMBA pour soutenir les nombreux projets dans le bassin méditerranéen», a-t-il lancé. «Nous surmonterons les difficultés qui guettent certaines économies du bassin méditerranéen grâce à des coopérations solides comme celle que nous venons de signer avec l'ASCAME», a pour sa part assuré Elie Ziadé en réitérant l'importance d'œuvrer pour la stabilité et le soutien des échanges entre les deux rives de la Méditerranée.

Les discussions entre les deux responsables ont notamment porté sur plusieurs propositions dont la mise en place d'une Banque du développement de la Méditerranée pour soutenir les PME ainsi que la création de centres de gouvernance et de médiation autour du bassin méditerranéen pour soutenir les entreprises. Le ciblage d'investisseurs potentiels et la mise en place d'un Salon méditerranéen pour les franchises, en coopération avec la Chambre de commerce de Marseille-Provence, étaient également à l'ordre du jour de cette rencontre.



Les organisations économiques font la grève et appellent à la formation immédiate d'un gouvernement

Ils étaient nombreux à répondre présent à l'appel à la grève lancée par le président des organisations économiques, Adnane Kassar, l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB) et les syndicalistes.

Les rues de Beyrouth et sa périphérie étaient bien vides en ce matin du 4 septembre 2013. Commerces, restaurants, banques avaient pour la plupart décidé de fermer leurs portes pour réclamer la formation immédiate d'un gouvernement. Certains commerces, notamment les grands centres, n'ont ouvert leurs grilles qu'à 16 h. Les acteurs économiques et les syndicalistes ont crié leur colère afin d'éviter que le pays, sans gouvernement, ne sombre davantage dans le chaos.

UNE MOBILISATION INÉDITE DEPUIS QUARANTE ANS

Organismes économiques, syndicats et associations ont répondu présent à l'appel lancé par l'ancien ministre Adnane Kassar: l'union des syndicats des travailleurs du Liban, le Rassemblement des chefs d'entreprise libanais (RDCL), la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL), l'Association des compagnies d'assurances (ACAL), le Syndicat des courtiers de l'immobilier et l'Association libanaise pour la franchise (LFA), les sociétés importatrices de pétrole, l'Association des industriels libanais (AIL), certains propriétaires de stations d'essence, la Chambre internationale de navigation et l'Union des syndicats des employés de banques ont aussi rejoint la mobilisation.

Cette grève a lieu après maintes conférences tenues ces deux dernières années par l'ensemble des organismes économiques pour tirer la sonnette d'alarme et appeler les politiques à se réunir pour former un gouvernement. La dernière réunion s'était tenue en juin dernier et avait appelé à sauver l'économie «en plein naufrage». Les organismes économiques avaient alors demandé aux responsables politiques de respecter la déclaration de Baabda qui stipule la distanciation du Liban vis-à-vis des crises régionales et notamment syrienne. Réunis au BIEL à Beyrouth, ils avaient appelé à l'apaisement et au dialogue pour que la vie économique reprenne son cours. En cette période de crise politique, économique et surtout sécuritaire, qui ne cesse de sévir depuis deux ans déjà au Liban, là où les mots s'arrêtent, la grève s'impose comme dernier recours. Un symbole très fort.

SEUL LE RESPECT DE LA DÉCLARATION DE BAABDA PEUT ÉVITER AU LIBAN DE SE RETROUVER ENGOUFFRÉ DANS CETTE TEMPÊTE

«C'est un geste de refus que nous souhaitons faire passer aujourd'hui par cette fermeture générale», a déclaré Adnane Kassar, le président des organismes économiques, en ouverture de la conférence de presse au siège de la Chambre de commerce de Beyrouth. Ils étaient tous rassemblés autour de Adnane Kassar: le président de la Chambre de commerce de Beyrouth, Mohamed Choucair, le président de l'Association des banques libanaises (ABL), François Bassil, le président de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB), Nicolas Chammas, le président de l'Association des industriels libanais (AIL), Neemat Frem. Ainsi que le président du Syndicat des propriétaires des industries papetières, Fadi Gemayel, le président du Syndicat des établissements hôteliers, Pierre Achkar, le président du Syndicat des restaurateurs, Paul Ariss, le président du Rassemblement des dirigeants et chefs d'entreprise libanais, Fouad Zmokhol et le président de l'Association libanaise de la Franchise (LFA), Charles Arbid.

Le message lancé par Adnane Kassar est clair: la formation rapide d'un gouvernement ou un manque à gagner de 75 à 100 millions de dollars par journée de grève, selon les estimations du président de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB), Nicolas Chammas. Ce dernier assure que «la grève a atteint ses objectifs». «Nous avons été suivis et nous avons provoqué une onde de choc, cette fois-ci, l'enjeu est bien plus important, il en va de la survie du pays!», a-t-il lancé.

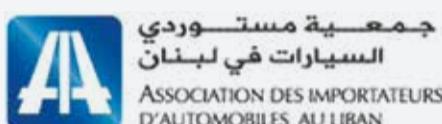
Une fois de plus, les intervenants ont mis l'accent sur la situation critique de l'économie libanaise et de l'endettement étatique. Ils ont aussi appelé à ce que le Liban économique et son peuple ne soient plus l'otage de la conjoncture politique et sécuritaire locale et régionale. Pour sa part, le président de l'Association des industriels (AIL), Neemat Frem, a mis en garde contre «une tempête qui se dirige tout droit vers le Liban». Selon lui, et selon tous les intervenants, «seul le respect de la déclaration de Baabda peut éviter au Liban de se retrouver engouffré dans cette tempête».

Une fois de plus, si les responsables politiques n'entendent pas le message du peuple, il faudra vraiment se demander pour qui ces derniers travaillent! ●

État des lieux du secteur automobile libanais

Samir Homsi: Les importateurs subissent de plein fouet la crise économique

Le président de l'Association des Importateurs d'Automobiles au Liban affirme que les chiffres des ventes de voitures sont des trompe-l'œil car 91% des immatriculations de voitures neuves sont des petites voitures à bas prix (environ \$11,000). Quant aux voitures de luxe, elles ne représentent plus que 2% du total de ces immatriculations.



Comment se porte le secteur automobile?

Le secteur automobile se porte très mal et subit de plein fouet la crise économique et politique que traverse actuellement le Liban. Les chiffres actuels sont des trompe-l'œil car 99% des voitures vendues sont chiffrées entre 10 000 dollars et 11 000 dollars. En effet, le consommateur libanais est contraint pour se déplacer d'acquérir une voiture à petit budget car il n'y a pas de transports en commun. Cela est possible grâce au secteur bancaire libanais qui offre aux consommateurs des prêts compétitifs leur permettant de rembourser un prêt mensuel d'environ 200 dollars à leurs banques. Quant au secteur des voitures régulières et de luxe, il se porte très mal. La régression est visible depuis 2011 et s'est aggravée en 2012.

Vous étiez opposé à une augmentation de la TVA sur les automobiles de 10% à 15%. Cette hausse est-elle toujours à l'ordre du jour et quelles conséquences aura-t-elle sur le marché automobile si elle est appliquée?

L'Association des importateurs d'automobiles du Liban a fait une étude très approfondie à ce sujet. Celle-ci a prouvé que le consommateur ainsi que l'État sortiraient perdants si l'augmentation de la TVA de 10% à 15% sur le prix des voitures venait à être appliquée.

D'après le gouvernement, une TVA à 15% devrait générer une augmentation des recettes de 50 à 60 millions de dollars. Or si la TVA est portée à 15%, les ventes de voitures et les taxes perçues baisseront de 30% sur les rentrées des trois taxes que sont les douanes,

la TVA et les frais d'enregistrement. Ce qui entraînera une baisse de 122 millions en 2013 du total des recettes issues du secteur automobile. De plus, cette augmentation de la TVA à 15% sur les voitures ne conduira pas à une augmentation des recettes de l'État puisque les ventes de ces automobiles ont baissé en 2013 par rapport à 2012 et ne représentaient plus en août 2013 que 2% des immatriculations.

Le Libanais est souvent frimeur et l'achat d'une voiture est souvent lié au statut social au Liban. Observez-vous un changement des mentalités chez le consommateur libanais?

Oui, effectivement le Libanais est frimeur mais avec cette crise économique, il ne peut plus se permettre de frimer... La demande est nulle et les agences et les marges de bénéfice des concessionnaires sont réduites à néant. On s'attend d'ailleurs à des pertes énormes pour 2013.

Quelles ont été les marques de voitures les plus importées ces deux dernières années?

Les marques de voitures les plus vendues et les plus accessibles sont les coréennes puis les japonaises qui ont bénéficié de la baisse du Yen. Ensuite, viennent les européennes, les américaines, etc. Mais les coréennes sont de loin celles qui dominent le marché au niveau des ventes et des importations.

Quels sont les derniers chiffres de l'Association des importateurs automobiles?

D'après les dernières statistiques de l'Association chiffrant l'enregistrement de voitures neuves durant le mois d'août 2013, nous constatons que malgré des campagnes promotionnelles et publicitaires agressives, le nombre de voitures neuves immatriculées est pratiquement le même qu'en 2013. Les importateurs d'automobiles font des efforts surhumains afin de maintenir à flot leurs entreprises face à la grave crise économique politique et sécuritaire qui secoue le pays. Quant aux immatriculations globales de voitures neuves et d'occasions importées, elles ont chuté de 7% durant les 8 premiers mois de 2013 par rapport à la même période de 2012. Il est à noter aussi que 91% des immatriculations de voitures neuves sont des petites voitures à bas prix (environ 11 000 dollars). Quant aux voitures de luxe, elles ne représentent plus que 2% du total de ces immatriculations.

La tendance du marché est à l'achat de petites voitures en raison de l'augmentation du prix de l'essence, de l'absence de transports publics adaptés et structurés, et de la très forte concurrence entre les marques. Cette situation a conduit à une baisse des profits chez les importateurs qui subissent de plein fouet la crise économique (augmentation des charges, baisse du chiffre d'affaires, etc.)

Qu'espérez-vous pour le secteur automobile libanais?

Le secteur automobile est un secteur très porteur et positif, à condition que la situation s'y prête. C'est pourquoi nous espérons sortir de cette crise économique au plus vite. Le Liban est leader régional que ce soit pour le

marketing, la vente, le service après-vente ou la publicité. Il avance plus vite que les pays environnans, avec des employés formés régulièrement aux standards internationaux et qui communiquent quotidiennement à travers le net avec les fabricants. Malgré la situation très difficile que connaît le pays, nos concessionnaires automobiles continuent d'organiser des expositions et des promotions. ●



Immatriculations de voitures neuves et usagées importées

Voitures immatriculées	Juin 2012	Juin 2013	Baisse
Neuves	3432	2931	14,6%
Usagées Importées	3417	2465	27,8%
Total	6849	5396	21,2%
Voitures immatriculées	Mai 2013	Juin 2013	Baisse
Neuves	3295	2931	11%
Usagées Importées	2891	2465	14,7%
Total	6186	5396	12,8%

Les voitures lowcost ont-elles un avenir au Liban?

Les dépenses liées à l'utilisation d'un véhicule (entretien, assurance, carburant, taxe mécanique etc.) pèsent lourd sur le budget des ménages. On constate que les choix des acheteurs de véhicules s'orientent davantage vers les gammes lowcost. Nous avons interrogé une trentaine de Libanais, tous âges et catégories socioprofessionnelles confondues. La majorité se dit prête à faire l'impasse sur le prestige, l'élegance, le design et les commandes feutrées au profit d'un moindre coût.

Caroline, universitaire de 22 ans, préfère acheter une voiture neuve à bas coût plutôt qu'une voiture d'occasion. «Une voiture lowcost est garantie sur deux ans, contrairement aux voitures de seconde main», justifie-t-elle. Karim, trentenaire et banquier, s'est offert une voiture à bas coût pour les usages journaliers, laissant la voiture plus prestigieuse pour les week-ends, les soirées et les vacances.

«Les voitures lowcost ont un avenir de plus en plus prometteur au Liban», assure quant à lui l'historien Nassib El Khoury. «Les problèmes de trafic et de stationnement ainsi que l'état défectueux des routes favorisent de plus en plus l'acquisition d'une petite voiture à l'usage quotidien plus pratique et moins coûteux au niveau consommation», indique-t-il. De plus, «les nouvelles voitures ont une longévité moins importante et sont moins solides que les voitures des années 80 et 90. Les voitures low-cost sont des voitures simples à utiliser avec une conception pratique et équipée du nécessaire ce qui les rend plus faciles à entretenir et plus économies», poursuit Nassib El Khoury. «Le lowcost apparaît comme une bonne solution dans un pays où les moyens de transport alternatifs n'existent quasiment pas», affirme pour sa part, Jihad, commerçant de 46 ans. Beaucoup de Libanais, férus de voitures prestigieuses, restent toutefois réfractaires au low-cost. Léa, trentenaire, dit ne pas être prête à acheter une voiture «qui manque de confort, de sécurité et de charme». ●

The Agriculture & Rural Development project (ARDP) to empower local rural actors

The ARDP project was formulated in 2010, taking into account the agricultural sector's needs and the strategic priorities of the Ministry of Agriculture as identified in its Plan 2010-2014. The major components of the project deal with administrative and human resources reinforcement under the auspices of the Ministry of Agriculture.

One of the main objectives of the project is to support and empower local rural actors, which include farmers, cooperatives and municipalities, explains Dr. Salah Hajj Hassan, the Agriculture Minister's Advisor. It is by increasing access to credit and providing support to rural development initiatives that ARDP is expected to help local farmers, Hajj Hassan adds.

The ARDP Financing Agreement (FA) between the Commission and MoA entered into force in July 2011, and it is consistent with the strategic priority of the European Union Multiannual Indicative Programme 2007-2010, which supports poverty reduction, environmental protection, improved competitiveness of enterprises, strengthening institutions and policy making capacity, and improved delivery of public services. The contracting authority for the programme is the Ministry of Agriculture (MoA) which also ensures the project supervision.

ARDP will be implemented under partially decentralized management mode; all contracts must be awarded and implemented in accordance with the EC procurement procedures and standard documents in force at the time of launching the activities.

The overall objective is to improve economic performance of the agricultural sector and improve livelihoods of rural and farming communities to achieve sustainable agricultural and rural development. It is also important to strengthen the capacity of national institutions to develop a coherent agricultural and rural development vision.



EXPECTED RESULTS AND ASSOCIATED ACTIVITIES:

Being the main beneficiary of the project, the following activities are foreseen to improve institutional/organizational capacities of the Ministry of Agriculture:

■ Institutional and policy levels are strengthened:

- implementing of Ministry's updated Strategic Plan;
- revising the legal and regulatory framework;
- undertaking thematic censuses in order to provide a solid basis for policy and decision-making;
- setting up a performance-based budgeting tool;
- capacity building in the field of monitoring and evaluation;
- formalizing coordination mechanisms among the different stakeholders.

■ Human resources are developed

- developing key value-chain training modules (e.g. for potatoes, grapes, olives, citrus, milk);
- organizing Training of Trainers (ToT) for Ministry's staff to provide extension on different Agricultural products and the use of pesticides and fertilizers;
- fostering greater collaboration and linkages with research institutions and other public/private actors involved in agricultural knowledge, technology and support services;
- undertaking several technical studies (e.g., risk insurance, land tenure, forest map, etc...) to assist the Ministry in implementing its strategy and to update the legal framework that governs the agricultural sector. ●



Potatoes to Europe... the Next Big Export

Reversing a decade of long export prohibition, the European Union has granted Lebanon the right to export 50,000 tons of potatoes to EU markets.

As such, farmers in the Bekaa valley and Akkar will be able to export their produce under specific conditions outlined in the decision made by the EU in August 2013.

"The decision came as a result of a program to improve production quality, which was funded by the Italian government, and years of negotiations with EU authorities" said the Minister of Agriculture Hussein Haj Hasan.

To meet EU requirements, the Lebanese authorities are currently developing the "Phytosanitary Certificate" to certify that potatoes exported are free of any organisms harmful to plants or plant products.

The decision to exempt Lebanon from the general ban regarding potatoes is an acknowledgement of the efforts made by Lebanese authorities, as well as the Lebanese farming community to improve the sanitary quality of local products.

The European Union and its member states, notably Italy via its Embassy in Lebanon, introduced a €400,000 project for this end. The project was implemented with the L'Istituto Agronomico Mediterraneo di Bari between 2010 and 2012 and is expected to facilitate the process.



This move also allows Lebanon to benefit from the 50,000 tons duty free quota for potatoes negotiated under the EU-Lebanon Association Agreement.

The possibility to export potatoes to the European Union is expected to provide substantial economic opportunity, particularly for those agricultural regions most affected by the impact of the Syrian crisis.

According to EU Ambassador to Lebanon Angelina Eichhorst, the EU delegation in Lebanon stands ready to assist the Lebanese authorities in the implementation of this decision so that commercial opportunities can be fully exploited for the benefit of farmers involved as well as all other citizens. ●

Ambassador of Armenia in Lebanon Ashot Kocharyan presents: Yerevan & Beirut



Ambassador Kocharyan explains the special relationship between the Armenians and the Lebanese people. Not only does it date back to few centuries ago, but it is based on mutual respect proven by the complete integration of the Armenian culture in Lebanon. The Armenian community in Lebanon is one of the most dynamic communities in the world. Kocharyan notes that a lot of effort has been done to preserve the language, the rich culture, as well as traditions in education. He notes that every Armenian structure in Lebanon has its own publication in the Armenian language. Armenians, along with the support of the Lebanese government and people, have made a significant contribution to the development and prosperity of the country.

Armenia is an ancient country which regained its independence in 1991. Armenia was the first country in the world to adopt Christianity as a state religion seventeen centuries ago in 301 a.d, the Armenian alphabet was invented 1609 years ago, and the art of theatre in Armenia has a history of twenty centuries. The capital of Armenia– Yerevan was founded in 782 b.c. and is the world's oldest city to have documented the exact date of its foundation. However, the path that the Armenians went through these centuries has been a thorny one. Armenia was situated at the crossroads of civilizations, religions and empires, with all the related consequences, Armenia was many times invaded, devastated and deprived of independence.

Not all the nations that ever populated this region were able to get through those challenges. Many of the vanished nations are known only to the specialists. Our entire history has been a struggle for the preservation of our existence, language, religion and distinctive character. Grave sufferings, which culminated with the Armenian Genocide of 1915 perpetrated against innocent Armenian people in the Ottoman Empire and resulted in 1,5 million victims, brought into existence the Armenian Diasporas in many countries.

ARMENIAN DIASPORA

There are more than ten million Armenians living in Armenia. Artsakh and the Armenian communities across the globe, that is the Armenian Diaspora. The Armenian Diaspora was formed throughout the centuries as a result of the loss of Armenian statehood and the establishment of foreign powers, the massacres of Armenians and the Genocide of 1915. Today, there are Armenian communities in more than 100 countries all over the world, and the majority of them are in the Russian Federation, the U.S.A., France, Georgia, Syria, Lebanon, Argentina, Canada, the Islamic Republic of Iran, as well as other countries. Armenians of the Diaspora are mainly involved with issues concerning preservation of the national identity; they establish schools, churches, cultural homes and pan-Armenian organizations. After the independence of Armenia, relations between Armenia and the Diaspora intensified and reached a new level of cooperation.

The strength of the Armenian people lies in the collective, unified strength of all Armenians. The variety of culture, education, language, religion, politics and ideology of the Diaspora is the never-ending potential of all Armenians.

ARMENIAN COMMUNITY IN LEBANON

The Armenian community in Lebanon is one of the most traditional communities in the world. Our compatriots, who survived genocide, very soon created a lively Armenian community in Lebanon with its diverse infrastructures – churches, monasteries, schools, media, political, cultural, sports and charity organizations and raised Armenian speaking, patriotic new generations. Armenians, with the support of the government and people of Lebanon, have managed to preserve their rich national culture and va-

lues; and being citizens of Lebanon, they brought their diligence and talent to make a significant contribution to the development of the country and its prosperity. Today the Armenian community in Lebanon, with its unique role and potentials, represents a strong and reliable bridge connecting the two friendly countries – Armenia and Lebanon.

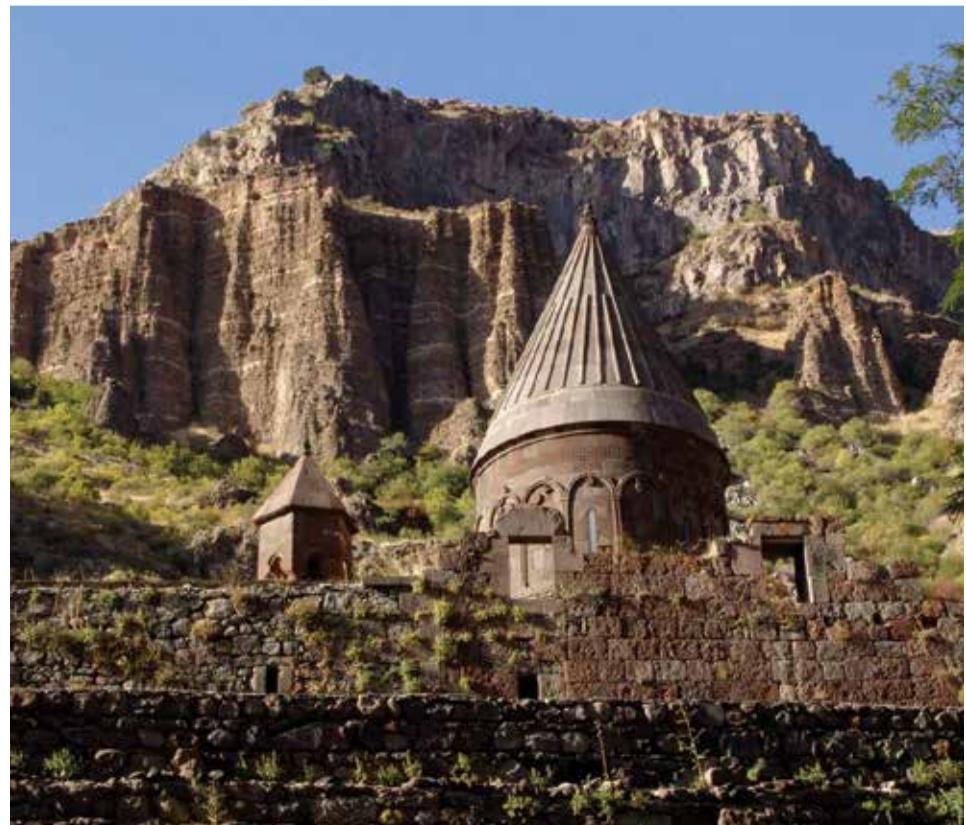
Ambassador Kocharyan underlines that Lebanon is the only country in the Middle East whose legislative body has adopted two resolutions in 1997 and 2000 recognizing and condemning the Armenian Genocide. Lebanon is a country of four million people, and there are over 140,000 Armenians living here today. He adds that the Armenian people are very thankful to the authorities of Lebanon that were one of the first countries to give shelter to the thousands of fleeing Armenians after the genocide. The Ambassador emphasized that he is proud of his compatriots who have become politicians, scientists, lawyers, doctors, professors, jewelry makers, businessmen and industrialists. Haigazian, located in Lebanon, is the only university outside Armenia. It is a true proof of the hard working nature of the Armenians, as well as the generosity of the Lebanese spirit.

This year marks the 21st anniversary of establishing diplomatic relations between Armenia and Lebanon. Bilateral relations continue to broaden and deepen through the exchange of high level visits and implementation of more than 30 signed bilateral agreements. There are enormous opportunities in banking, IT, textiles, agriculture, tourism, hotel industry, mining, construction, jewelry, consultancy services, education and science.

This was further evidenced through respective state visits to Armenia and Lebanon by Lebanese President Michel Sleiman and Armenian President Serzh Sargsyan in 2011 and 2012, as well as Presidents of National Assembly Hovik Abrahamian and Nabih Berry in 2010 and 2011, cultural, educational and business exchanges, establishment of the Lebanese-Armenian Friendship Association in 2011 to strengthen bilateral relations and explore possibilities for further expansion in the areas of mutually beneficial cooperation.

The most recent and important development which definitely will strengthen and expand these brotherly relations and reveal new potential for bilateral trade, is the opening of direct flights between Beirut and Yerevan by MEA with inaugural flight on July 5th , 2013. This opens the doors to tourism and highlight the beauty that exists in Yerevan and Beirut.

We value and cherish our friendship characterized by a spirit of mutual trust and mutual interest, shared values in such important areas as democracy, rule of law, good governance and peaceful resolution of conflicts. In international arena, the Armenian-Lebanese cooperation is based on a common approach to many key universal issues.



ARMENIA IN FIGURES

The Republic of Armenia is an independent, democratic, social and legal state. In the Republic of Armenia, the power belongs to the people. The people implement its power through free elections, referendums, as well as through state and local self-government bodies and officials.

The state power is implemented in compliance with the Constitution and laws based on the principle distinguishing the legislative, executive and judicial powers. The Republic of Armenia is a mountainous country in the South Caucasus region with an ancient cultural heritage.

Official Name: Republic of Armenia

Capital City: Yerevan 1.119. 000 (as of 2010)

President: Serzh Sargsyan

Speaker of the National Assembly: Hovik Abrahamian

Prime Minister: Tigran Sargsyan

Constitution adopted by a national referendum on July 5, 1995. Amendments to the RA Constitution were made on November 27, 2005 also by a national referendum.

Independence day: September 21, 1991

Official Language: Armenian

Religion: The absolute majority is the followers of the Armenian Apostolic Church

Currency unit: The currency unit of the RA is dram (AMD), introduced in 1993.

Population: 3 249 500 (2010)

Ethnic composition: Armenians 97.9%

Minorities: Russians, Yezidis, Assyrians, Greeks, Ukrainians, Jews, Kurds and others.

Natural Resources: Armenia is rich in copper, coal, iron, bauxite, molybdenum, gold, silver, lead and zinc. Substantial deposits of pumice, marble, tufa, perlite, limestone, basalt and salt exist. Precious and semi-precious stones are also abundant.

Territory: 29.74 thousand square kilometers

Average Altitude Above Sea Level: 1,800 meters

Highest Mountain Peak: Aragats (4 095 meters)

TOURISM IN ARMENIA

Armenia is often referred to as an open air museum. Tourists find over 4,000 historical monuments throughout Armenia, covering various periods of the country's history from prehistoric to Hellenistic times, and from the early to medieval Christian era. The Armenians created their masterpieces during rare periods of peace and relative prosperity over the centuries. In Yerevan alone there are more than 40 fine arts museums and galleries. Yerevan was elected by UNESCO as the World Book Capital 2012.

Tourism in Armenia has been a key sector for the Armenian economy since the 1990s as more than half million people from many countries visit Armenia every year.

Armenia has been investing in new hotels to increase tourism. Outdoor activities and scenery seem to be the primary attractions. Lake Sevan, the world's largest mountain lake, is a popular summer tourist spot. The Tsasakhkadzor ski resort is open for skiing and hiking. Mt. Ararat, the traditional site where Noah's Ark descended, is visible from every street of the capital Yerevan. Armenia's capital, also boasts opera, theaters and other cultural attractions. Tourism has been growing gradually in Armenia since 2000. In 2012, Armenia received more than 700,000 tourists. Armenia attracts people with its sense of adventure and history. Many new hotels including the Hilton, InterContinental, and Kempinski are set to be built in the capital city.



Joining the United Nations World Tourism Organization, Armenia actively cooperates with UNWTO membership countries and is involved in the large variety of programs in this field. Armenia has been actively participating in international events such as "Cultural Tourism and the Road of Wine" programs within the EU initiative, the "Vakantiebeurs 2011"(Utrecht), the "ITB 2011"(Berlin), "Top Rosa 2010" (Paris) and many others.

Monasteries of Haghpat and Sanahin, Cathedral and Churches of Echmiadzin and the Archaeological Site of Zvartnots, Monastery of Geghard and the Upper Azat Valley have been included into the UNESCO World Heritage Site objects.

CULTURE

From ancient times, Armenians have cherished their artistic traditions, which reflect a unique culture and landscape. Aspects of everyday life are expressed in the most artistic fashion, in needlework, embellishments, carvings and design.

Architecture is one of the most interesting art forms in Armenia, as, for example, churches bear artistic illustrations in frescoes and reliefs. Sculpting is everywhere - in nearly every city, town, and village in Armenia. Armenians love music, and they have been creating exquisite compositions for centuries. Sharakans are traditional Armenian liturgical songs, which are experiencing a revival today. Distinctive musical instruments are used to play Armenian folk songs. Sayat Nova, Komitas, and Aram Khachaturian are among Armenia's best-known musicians and composers. Contemporary music comes in the forms of jazz and pop. The Komitas Conservatory helps shape future generations of Armenian musicians. Frequent concerts make for delightful evenings at the Philharmonic, Chamber Music Hall, Opera and Ballet House in Yerevan.



WHY INVEST IN ARMENIA

The investment and trade policies of Armenia are considered to be the most open in the Commonwealth of Independent States (CIS) by international organizations. Foreign companies are encouraged to invest and are entitled by law to the same treatment as local companies, moreover they have certain advantages. Armenia's investment climate is continuously improving with a strong government commitment to attracting FDI, including refining the legislative framework.

The Law on Foreign Investment, adopted in July 1994, regulates foreign investment in Armenia. It provides guarantees to foreign investors and protects investors from changes in the business related laws for 5 years. According to the Law, a «Foreign Investor» is any foreign company or citizen, a person without citizenship, an Armenian citizen permanently residing outside of Armenia, or an international organization that invests in Armenia. «Foreign investment» is any form of property, including financial assets and intellectual property, which is invested by a foreign investor directly in the territory of Armenia, in any economic or other venture.

HOW ATTRACTIVE IS ARMENIA?

- Political and economic stability
- Favorable investment legislation
- Fast growing economy
- Investment guarantees
- Liberal trade and investment regime
- Strong government commitment to FDI attraction
- Well educated, skilled and easily trainable workforce
- Cost-efficient labor force and science based skills
- No limitation on foreign ownership
- Competitive energy cost
- Tariff free access to CIS and easy access to CIS and Middle East markets
- No export duty
- Foreign exchange free conversion
- Free repatriation of profit
- No restrictions on staff recruitment
- No restrictions on wire transfers
- Armenia is member of WTO

Foreign investors can make investments in Armenia through the establishment of fully foreign-owned companies (including representations, affiliates, and branches), the purchase of existing companies and securities, or the establishment of joint ventures. The company registration process takes about a week.

Although foreigners can only lease land, a company registered by a foreigner as an Armenian business entity does have the right to buy land. Foreigners may obtain permission to use land under long-term leases, and concessions for the use of Armenian natural resources with the participation of an Armenian company.



FINANCIAL & ECONOMIC DATA 2008-2012

Description/Year	2008	2009	2010	2011	2012
Real GDP growth, (%)	6.9	-14.1	2.1	4.7	7.2
Inflation rate (% ave)	9.0	3.4	8.2	7.7	2.6
Foreign direct investment(mln)	1257.6	840.7	693.4	813.3	656.7
Unemployment rate	6.3	7.0	7.0	6.2	
Exchange rate *	305.97	363.31	373.72	372.46	401.74

*(AMD/USD annual average)

GDP STRUCTURE, 2008-2012 %

Sector/year	2008	2009	2010	2011	2012
Industry	10.4	11.4	12	10.0	10
Agriculture	16.1	16.7	17.2	19.9	19
Construction	25.3	18.6	17.1	12.8	12
Transport, communication	6.8	7.2	6.8	6.3	3
Trade	11.6	12.7	13.0	13.4	13

INDEX OF ECONOMIC FREEDOM 2008-2013

Country	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Armenia	28	31	38	36	39	38
Azerbaijan	107	99	96	92	91	88
Georgia	32	32	26	29	34	21
France	48	64	64	64	67	62
Germany	23	25	23	23	26	19
Hungary	43	44	51	51	49	48
Iran	151	168	168	171	171	168
Poland	83	82	71	68	64	57
Russia	134	146	143	143	144	139
Turkey	74	75	67	67	73	69
Ukraine	133	152	162	164	163	161
USA	5	6	8	9	10	10

EDUCATIONAL AND RESEARCH EXCELLENCE

Armenia has a long tradition of educational depth and research excellence that has been a hallmark of Armenian technology for literally hundreds of years. It creates opportunity to establish new technological sectors as well as to develop traditional fields, such as chemical, textile, mining and other fields.

New sectors, such as precious stone processing and jewelry making, information and communication technology, and even tourism are beginning to supplement more traditional sectors, such as agriculture. Besides, Armenia has a fast growing food processing sector with great export potential, based on domestic ecologically clean agro-products and excellent climatic conditions. Armenia is one of the leading information technology nations among the neighboring CIS and Middle East countries. Hi-tech industry in Armenia mostly focuses on optoelectronics, precision engineering, renewable energy, machinery and other sectors. Almost all the electronic and precision engineering companies have retained their own in-house R&D labs. We also appreciate creation of an electric energy system that is export oriented and generates high added value.

Armenia offers great opportunities to investors in light industry (carpet, footwear, textiles and clothing) due to cost effective labor, long-established traditions and free access to the CIS market. The absence of tariffs and other related regulations is another strong argument in favor of investing in this sector. The knitting sector is one of the most successful and export-oriented in Armenia.

Armenia has a developed mining and metallurgical sector; it exported more than 80% of its production. Armenia has extensive and varied mineral resources such as: gold, silver, lead, zinc, copper, molybdenum and iron-ore, industrial minerals such as salt, gypsum, zeolite, diatomaceous earth, limestone, granite and basalt. Some copper-molybdenum and polymetallic ore deposits are also rich in rare earths and elements such as bismuth, tellurium, selenium, gallium, indium, thallium, rhenium and germanium. There are multiple opportunities to source both fine and specialty chemical products, and decades of long research development efforts in Armenia. Jewelry and diamond processing are considered a very attractive field for investment in Armenia based on skillful diamond cutters with competitive wage rates, modern equipment and tax privileges. 

Private Sector Involvement in TVET- New Occupational Profile for the profession “Cook” in progress!

The Lebanese - German Program “Promotion of Vocational Education and Small and Medium Enterprise Development - DSME” aims to strengthen the Lebanese Technical and Vocational Education System (TVET) with a further focus on private economic sector promotion, especially by fostering the private sector involvement in TVET.

The main partners of the DSME program are the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, the Directorate General of Vocational and Technical Education, as well as more than 28 technical and vocational schools and institutes all over Lebanon.

The DSME program combines the demand of the private economic sector and the vocational training system, while including and strengthening the intermediaries of both sectors in their respective roles for the labor market. In the frame of the DSME Program, GIZ and their partners from both sectors introduced a practice-oriented vocational training schedule (Dual System Training), which better matches the requirements of the private economic sector for skilled and qualified personnel. The Vocational Secondary Certificate (Dual System) is officially issued and recognized by the Ministry of Education and Higher Education.

The DSME Program supports the partners to successfully fulfill their roles and responsibilities in TVET. Accordingly, it encourages the public-private dialogue in TVET via their institutions. One of the key activities to improve the quality of the Vocational Training in Lebanon is to adjust and

update the school curricula according to the real needs of the Economy.

In this regard, the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, in cooperation with the General Directorate of Vocational and Technical Education, initiated a workshop in June 2013, to develop new Occupational Profiles for the Professions “Cook” and “Car Mechanics”. This workshop was conducted according to the DACUM methodology. DACUM is an acronym for “Developing a Curriculum”, which is an innovative approach to conduct an occupational analysis as basis for developing a curriculum. This cost-effective method provides a quick and thorough analysis of any job. During a DACUM workshop, experienced experts from companies identify the major duties and related tasks, which a qualified worker in a certain specialization is supposed to implement on his workplace.

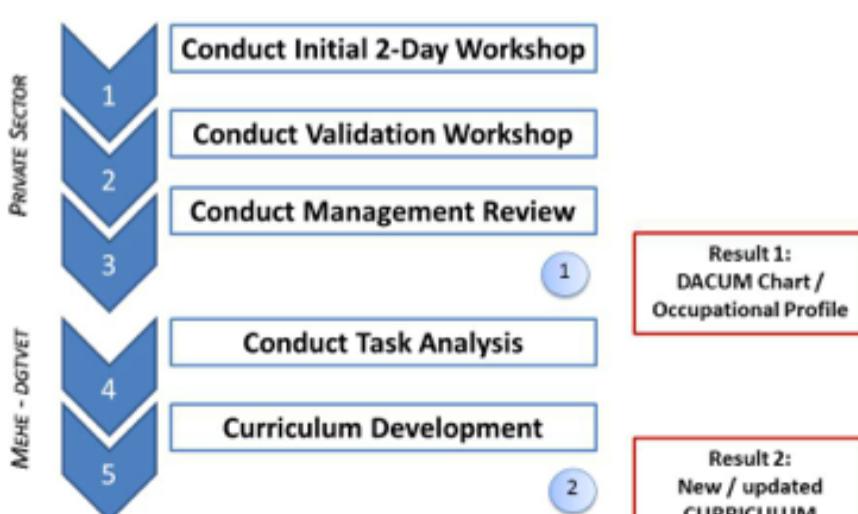
The workshop was the first of its kind in bringing together specialists from the private sector to develop a detailed list of the duties and tasks of a specific profession. Specialists from several companies were invited to participate in the workshop.

Among the participants were highly qualified and experienced Chefs from Phoenicia Hotel, Four Seasons Hotel and Sofil Catering.

The result of the initial DACUM workshop is a draft Occupational Profile, presented in a chart format, describing the job in terms of specific duties and tasks that a competent cook must perform.

Following the agreed steps in the Lebanese DACUM Process, this initial workshop was followed by a “Validation workshop”, which was held in the premises of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahle for the Profession “Cook” on 17 September 2013. •

STEPS IN THE LEBANESE DACUM PROCESS



The workshop was a great success due to coordination efforts made by the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, and the active participation of the Chambers of Beirut & Mount Lebanon, Tripoli and North, and Zahle & Bekaa

High profile experts for cooking intensively discussed and validated the results of the initial Workshop. They recommended small adaptions and clarifications regarding the duties and tasks of a cook. In addition, they evaluated and commented on the general knowledge, skills and traits, needed by a cook in order to be successful in the job.

The participants in the validation workshop were experts from leading and renowned institutions of the Lebanese Hotel & Catering industry: Diet Center, Phoenicia Hotel, Printania Pa-

lace Hotel, Sofil Catering, Khalaf Catering, Shater Hassan Palace, Shams Restaurant, Royal Bite Restaurant, Mounla Hospital, Lido Café and Bureau Veritas.

After a final “Management Review”, which is scheduled for October 2013, the Final Occupational Profile for the profession “Cook” will be officially handed over by the Federation of Chambers to the Ministry of Education and Higher Education in order to be used as basis for the adaption of the “Cook Curriculum”, as it is agreed in the Lebanese DACUM Process.

Hopefully, this exemplary private sector involvement in TVET will lead to an even better training of young Lebanese, interested to become a successful and professional cook in one of the many excellent hotels, restaurants or catering establishments in Lebanon or abroad.



BNOOKI.COM

Are you looking for a loan to purchase a car or a house, or to finance your business? You want to open an account or a savings plan? Do you need want to buy a credit card and you want to apply to get it? There are more than 25 banks in Lebanon active operating in the retail business. You can spend a week trying to call them one by one or you may visiting their websites for details, or you can go on Bnooki.com, a new search engine that includes all banking products in Lebanon and find what you want in a only few minutes. Once you find what you want, you can calculate the payment or directly apply via Bnooki.com to any bank.

In short, Bnooki.com is a user friendly and freely accessible web-based platform that includes full information regarding on all banking retail products and services of banks in Lebanon such as loans, deposits, accounts, cards, etc... It enables anyone to search for any product or any service in all banks in just one click. Once the choices are narrowed down, the user can request a call from any bank or even directly apply via Bnooki.com.

Information on Bnooki.com will always be reliable as it will be fed by the banks themselves. Bnooki's research department also conducts permanent market research thus making to make sure that all information is correct and up to date. Bnooki is completely free for anyone, and plays a key role in financial consumer protection (FCP) by increasing banks' consumers awareness and enhancing transparency of information regarding banking products etc...

In recent years, the Lebanese Central Bank has taken the lead in Lebanon in the field of Financial Consumer Protection. The keystone was being the issuing of circular 124, which has been complemented by the Banking Control Commission's circular 273, which that requires banks to follow minimum standards of transparency in credit retail products.

Today, with and for the first time since the issuance of these circulars, Bnooki.com has managed to create a strong collaboration with all major banks in Lebanon to publish, free of charge and on one single online platform, all information about all retail banking products in a fully detailed transparent manner.

Ultimately, Bnooki aims at increased compliance and retail banking transparency by promoting comparative shopping for credit, disclosure of APRs, and by making live simulations available for consumers, in addition to disclosure of conditions fundamental to decision making.

For more info about Bnooki.com, please call Bnooki S.A.L 04/533040 | 70/967172. Bnooki is based in Berytech Technology Pole - USD, ESIB Campus - Mar Roukouz

«Mediterranean Activities for Research and Innovation in the Energy Sector» – MARE

MARE is an EU funded Project that fosters Research & Innovation cooperation between the EU and Mediterranean Partner Countries-MPC areas. It is considered as a critical factor for the development of a 'Common Knowledge and Innovation Space' with the aim to jointly tackle important global challenges. The 'Secure, Clean and Efficient Energy' societal challenge is not only an EU's critical priority towards H2020 for transiting into a reliable, sustainable and competitive energy system, but is also essential for MPC countries due to energy challenges they face, especially because of increasingly scarce resources, increasing energy needs and climate change. Current technology innovations and trends on the technology pillars of Renewable Energy Sources-RES microgrids, RES desalination and energy efficient interventions in buildings, are crucial for tackling the above challenges. MARE project will bring together actors from the whole value chain of innovation (Research & Technology Organizations-RTOs, Intermediaries, Business Parks, Clusters and SMEs) so as to foster cooperation for bridging the gap between research and innovation in the EUROMED area towards the three technology pillars. MARE will perform a set of activities to assist the market uptake of research results, improve competencies and mutual learning of organization from both areas, and finally identify fields on potential STI Cooperation between Member States and MPC counties under the H2020 and bi-regional programmes. Emphasis will be given to enhancing the common knowledge and innovation space between EU and MPC.

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Tripoli and North Lebanon will assist in achieving the overall project objectives as well as for promoting the results achieved. CCIAT will assist in implementing project's activities regarding communication and public outreach as to informing targeted stakeholders and the wider public about the project objectives, activities, partners and outcomes. CCIAT intervention will help create awareness and foster communication and will be an added value to all activities foreseen in the project.

MARE Partners:

- Kentro Ananeosimon pigon ke exiconomisis energeias (Center for renewable energy sources and saving), www.cres.gr
- Knowledge & Innovation consultants symvouleftiki monoprosopi epe, www.kinno.eu
- Official Chamber of Commerce, Industry and shipping of Seville, www.camaradesevilla.com
- Pole de compétitivité Capenergies – Capenergies association, www.capenergies.fr
- Chamber of commerce industry & agriculture of Tripoli and North Lebanon, www.cciat.org.lb
- Royal Scientific society, www.rss.jo
- University Abdelmalek Esaadi, www.uae.ma
- National Research Center,
- Business Park for project development, www.ehbp.jo •



AGRO-INVEST 2013: The Opening of the long awaited business exhibition center



September 18th, 2013 marked South Lebanon with the most important business inauguration event of the year organized by the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Saida and South Lebanon (CCIAS) in collaboration with the South Business Innovation Center (SouthBIC). It is about the launching of the AGRO-INVEST Business Exhibition Center at the SouthBic where the official opening of the exhibition took place under the patronage of the European Union's Ambassador to Lebanon, Mrs. Angelina Eichhorst.

Southern deputies, Governor of South Lebanon, high officials and representatives of government authorities, President of Municipalities of Saida and the neighborhood, representatives of business syndicates and representatives of international bodies have attended the inauguration.

In her opening speech, Mrs. Eichhorst confirmed the commitment of the European Union Delegation in Lebanon to further support Micro, SMEs and entrepreneurship, while increasing knowledge exchange and innovation among southern business communities through supporting such initiatives in view of their impact on the overall economic and social development of the region.

After the ribbon cutting, her Excellency made a tour at the Exhibition and expressed her great gratification with the state of art organization and structure of the Center.

Within the framework of the launching event, a conference on «Promoting Innovative Investments in the Agro-Food Industry» was held at the Auditorium of the CCIAS. It brought together Agro-industrialists and key actors of this value chain from across the country to discuss important issues related to the sector trends and development in Lebanon and innovation in the Agro-Industry.

Official opening remarks were enacted by high representatives of the government and the private sector; the conference was attended by H.E Deputy, Ali Osseiran, Mr. Mohamad Saleh President of CCIAS, Mr. Mohamad Choucair Chairman, Federation of Chambers of Commerce and Industry and Agriculture in Lebanon, Dr. Ali Shakaroun, representative of the Minister of Economy, Mr. Nabil Itani Chairman and General Manager of IDAL, Mr. Mounir Bsat Vice president of the Syndicate of Lebanese Food Industries, in addition to members of the commerce associations of Saida, Tyr, Nabatieh and Jezzine, as well as major figures from the economic industrial and banking sectors.

The opening speech by Mr. Mohammed Saleh shed the light on the obstacles due to dire economic governance. He focused on the need to use creativity and innovation in order to combat unemployment and to maintain industrial independence, calling upon the government to set out strategies that respond to the requirements of a knowledge-based economy.

Mr. Mounir Bsat explained that the food industry sector in Lebanon is ranked first in the industrial added value products and second in investment, pointing out to the security challenges that impede the development of this sector and other sectors as well.

Mr. Choucair then addressed the audience stating the importance of the exhibition in portraying the real image of the Lebanese agriculture and food production for the Lebanese public as well as for both national and international business communities.

Mr. Itani's speech came to endorse that agro-food industry is at the heart of any economical growth in the country. He explored many steps taken by the government to support the sector, most importantly the marketing strategies implemented to advertise and vend the Lebanese products.

The Exhibition lasted four days...

The dream became true since the Business Exhibition Center is now branded with an outstanding reputation. •



CONFERENCES

"FORUM OF CREATIVITY AND INNOVATION TO ENSURE THE COMPETITIVE INDUSTRY"

City: Kuwait

Date: 11 - 12 November, 2013

This forum is going to be held under the patronage of His Excellency the Minister of Commerce and Industry in Kuwait, and in collaboration with the Islamic Educational Scientific & Cultural Organization, the Economic & Social Committee of the United Nations for Western Asia, the Arab Industrial Development and Mining Organization and the Public Authority for Industry in Kuwait.

For more information:

Phone: +212537274500

Email: benjeddou@hotmail.com, aidmo@aidmo.org

Website: www.aidmo.org

"COMMONWEALTH BUSINESS FORUM"

City: Colombo – Democratic Socialist Republic of Sri Lanka

Date: 12 - 14 November, 2013

This international business forum is organized in association with the Commonwealth Business Council (CBC) and conducted on the margins of the Commonwealth Heads Of Government Meeting (CHOGM).

For more information:

Phone: +9615956031

Fax: +9615956033

Email: slemlbn@cyberia.net.lb

TRAINING SESSION: "MANAGEMENT CONTENT SYSTEM AND DOCUMENTS AND ARCHIVING OPEN SOURCE- ALFRESCO"

City: Rabat - Morocco

Date: 13 - 15 November, 2013

This training session is organized by the Arab Organization for Industrial Development and Mining Organization, and it aims to guide on the latest open source software and raise the level of knowledge with the lowest possible cost for the industry of mining and standardization.

For more information:

Phone: +212537274500

Email: trainings@aidmo.org

Website: www.aidmo.org/trainings

"PRIVATE SECTOR FORUM ON THE MARGINS OF THE 7TH OIC MINISTERIAL CONFERENCE ON FOOD SECURITY AND AGRICULTURAL DEVELOPMENT IN DAKAR"

City: Dakar- Republic of Senegal

Date: 14 - 16 November, 2013

This forum is organized by the Organization of Islamic Cooperation (OIC) in cooperation with The Islamic Chamber of Commerce, Industry and Agriculture (ICCA). Its main objective is to review the critical role of private sector in enhancing food security and promoting agricultural development, and to institutionalize public-private dialogue at OIC level on food security and agricultural development.

For more information:

Email: bo.cabinet@oic-oci.org,

"DUBAI INTERNATIONAL FOOD SAFETY CONFERENCE AND EXHIBITION-2013"

City: Dubai

Venue: Dubai International Convention and Exhibition Centre

Date: 16 - 19 November, 2013

With the support of the International Association for Food Protection (IAFP), the International Union of Food Science and Technology (IUFoST) and the International Commission on Microbiological Specification for Foods (ICMSF), the Dubai Municipality is organizing a conference featuring several scientific seminars, technical workshops, poster sessions and exhibition over a period of 3 days.

For more information:

Website: www.foodsafetydubai.com

"CARTES SECURE CONNEXIONS EVENT 2013"

City: Paris - France

Venue: Paris Nord Villepinte

Date: 19 -21 November, 2013

This comprehensive event (trade show, conferences and awards) is entirely dedicated to Secure Solutions for Payment, Identification and Mobility.

For more information:

Website: www.cartes.com



EXHIBITIONS

"THE 5TH EDITION OF THE JORDANIAN-LIBYAN MEDICAL COMPREHENSIVE EXPO"

City: Amman-Jordan

Venue: Le Royal Hotel

Date: 02 - 04 November, 2013

This Expo is organized by International Gate Expo and going to be held under the patronage of the Jordanian Ministry of Health.

For more information:

Phone: +96265353513

Fax: +966 5353516

Email: info@meg-expo.com

Website: www.me-medexpo.com

"IDÉO BAIN"

City: Paris - France

Venue: Paris Nord Villepinte

Date: 04 -08 November, 2013

This exhibition is specialized in bathrooms and sanitary products.

For more information:

Website: www.ideobain.com

"HEALTH INFORMATION SYSTEMS STRATEGY AND ITS ROLE IN IMPROVING THE PERFORMANCE AND QUALITY OF HEALTH SERVICES PROVIDED"

City: Amman-Jordan

Date: 03 - 07 November, 2013

This conference is attested by the International Accreditation Organization for Human Resources Development and aims at improving the quality of health services provided and the optimal use of resources and exploring the recent trends of electronic health and its latest technology.

For more information:

Email: info@generalhrd.com

Website: www.generalhrd.com (conference & workshops category)

"MODEF EXPO 2013- FURNITURE & DECORATION FAIR"

City: Inegol, Borsa - Turkey

Venue: Hikmet Sahin Cultural Park International Exhibition Center

Date: 04 - 09 November, 2013

This is the 30th Furniture & decoration Fair, specialized in Modern, Classic, Wooden & Modular Furniture, Dining & Bed Group, Armchairs, Chairs & Sofas, Baby & Young Room, and Furniture Accessories.

For more information:

Phone: +90 224 7131626

Fax: +90 22471218 68

Email: info@modef.com.tr

Website: www.modef.com.tr

"BLECHEXPO 11TH - INTERNATIONAL EXHIBITION FOR SHEET METAL PROCESSING"

"4TH SCHWEISSTEC - INTERNATIONAL TRADE FAIR FOR JOINING TECHNOLOGY"

"1ST COILEX - TECHNOLOGY PARK FOR ELECTRONIC COMPONENTS IN PRODUCTION"

City: Stuttgart - Germany

Date: 05 - 08 November, 2013

These International Exhibitions are organized by P. E. Schall GmbH & Co. KG and deal with the complementary technologies of sheet metal processing and joining technology. They also present the relevant mechanical and thermal joining and connecting procedures as well as thermal welding processes, cooling components and accessories, cooling technology and manufacturing equipment, insulation materials, electrical components and accessories, testing, measuring and diagnosis systems.

For more information:

Phone: +49 (0) 7025 9206-0

Fax: +49 (0) 7025 9206-620

Website: www.blechexpo-messe.de

www.schweisstec-messe.de

www.coilex-messe.de

"THE 18TH EDITION OF THE INTERNATIONAL EXHIBITION OF TRADITIONAL INDUSTRY 2013"

City: Algeria

Date: 07 -16 November, 2013

For more information:

Phone: +21321376925 - +21321377039

Email: anartalgerie@gmail.com

"MAPIC"

City: Cannes – France

Venue: Cannes Palais des Festivals

Date: 13 -15 November, 2013

This exhibition is specialized in the international retail property market.

For more information:

Website: www.mapic.com

"SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE (FOOD EXPO)"

City: Tunisia

Date: 13 -16 November, 2013

This expo is organized by Société des Foires Internationales de Tunis and specializes in processed food products, machinery and equipment for the food industry.

For more information:

Phone: (+216) 71973111, (+216)

71971666

Email: ift.com@fkram.com.tn

Website: www.fkram.com.tn

"WOP DUBAI 2013- INTERNATIONAL PERISHABLE EXPO MIDDLE EAST"

City: Dubai

Venue: Dubai World Trade Center

Date: 17 -19 November, 2013

This exhibition is organized in cooperation with Dubai Municipality and specializes in fresh produce business.

For more information:

Website: www.wop-dubai.com

"AGRICULTURAL FOOD TOURISM EXHIBITION"

City: Erbil-Iraq

Venue: International Exhibition Center

Date: 18 -21 November, 2013

For more information:

Phone: +9647503257431, +9647714383003

Email: info@ifpiraq.com

"THE "6TH INTERNATIONAL EXHIBITION OF INVENTIONS IN THE MIDDLE EAST"

City: Kuwait

Date: 18 -21 November, 2013

This exhibition is organized by Kuwait Science Club in cooperation with Geneva International Exhibition of Inventions.

For more information:

Phone: (+965)22562104 -Lebanese Embassy in Kuwait

Email: info@lebanonembassy.org.kw

"SITEVI 2013"

City: Montpellier - France

Venue: Parc des Expositions

Date: 26 -28 November, 2013

This international exhibition is specialized in Wine and Fruit-Vegetables Sectors.

For more information:

Website: www.sitevi.com

"SECUREX LIBYA 2013"

City: Tripoli-Libya

Venue: Tripoli International Fairground

Date: 26 -28 November, 2013

This international security & safety exhibition & conference will be held under the Patronage of Libya's Ministry of Defence and Sponsored and is supported by Libya's Ministry of Interior.

THE "6TH ETHIO-CHAMBER INTERNATIONAL TRADE FAIR"

City: Addis Ababa, Ethiopia
Venue: Exhibition Center & Market Development Enterprise
Date: 27 November – 03 December, 2013

This trade fair aims to bring opportunities, business linkage, knowledge and technology transfer and experience for local producers.

For more information:

Phone: +251115515394
+251921540249

Fax: +251115523052

Email: info@ethiochamberinternationaltradefair.com

Website: www.ethiochamberinternationaltradefair.com

"THE 22ND INTERNATIONAL DAKAR EXHIBITION"

City: Dakar - Senegal
Date: 28 November- 11 December, 2013

This exhibition is organized by the International Center of Senegal External Trade and is dedicated for the protection of the environment for sustainable development in Africa.

For more information:

Email: dec@cicesfidak.com

Website: www.cicesfidak.com

"MENOPE 2013-MIDDLE EAST NATURAL & ORGANIC PRODUCT EXPO"

City: Dubai
Venue: Dubai World Trade Center
Date: 03 - 05 December, 2013
This exhibition is organized by Global Links Dubai L.L.C. and specializes in natural and organic products.
For more information:
Phone: +97143322283/3327274
Fax: +97143322253,
Email: info@naturalproductme.com
Website: www.naturalproductme.com

"THE HOME SHOW 2013"

City: Muscat - Sultanate of Oman
Venue: Oman International Exhibition Center
Date: 09 - 11 December, 2013
This exhibition is specialized in Premier Home Building & Interiors.

For more information

Phone/fax:+902326438623,
Mobile: +905360106785,
Email: info@joudy-expo.com
Website: www.homeshow-oman.com

"THE IRANIAN INDUSTRIES EXPO"

City: Erbil-Iraq
Venue: Erbil International Fair
Date: 10 -13 December, 2013

For more information:

Phone: +964662554455
Email: info@erbilfair.com



BUSINESS OPPORTUNITIES

"FANOUS MEDICAL"

Location: Beirut - Lebanon
This company is specialized in the whole sale of medical supplies and is interested in exporting its products to Arab and African Countries.

For more information:

Phone: +9611640321
Email: fanosaah@terra.net.lb
Facebook:www.facebook.com/FANOUSMEDICAL

"ENTEL UK LIMITED"

Location: United Kingdom
This company is specialized in the manufacture of hand held radios for land and marine based applications for industries such as Fire- Rescue, Oil -Gas, and Security- Defense and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +442082360032
Fax: +44 (0)20 8236 0082
Email: Jibran@entel.co.uk
Website: www.entel.co.uk

BABEL ECONOMIC PROJECTS

Location: Iraq
Website: www.babelprovince.org

"APAC ENERGY RENTALS PTE LTD"

Location: Singapore

This company is backed by Caterpillar and is specialized in providing turnkey solutions in temporary rental power projects of 10MW and greater throughout the MENA region and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +65 6515 2036
Fax: +65 6265 2716
Email: linda.ennin@apacenergy.com
Website: www.apacenergy.com

"INTERCOM GROUP LTD."

Location: Sofia-Bulgaria

This company is specialized in steel products trading and production, and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +359 886680640,
+35952574210
Fax: +359 52574212
E-mail: dsatanasova@intercomgroup.bg
Skype: denicaatanasova IG

"AMBANCO TRADING COMPANY (PVT) LTD"

Location: Democratic Socialist Republic of Sri Lanka

This company is specialized in the manufacture and export of coco-pith and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +94777392042,+94777392042
Email: thiaygharajah@ambancotrading.org, indira@ambancotrading.org

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

www.cci-fed.org.lb

WORKING TOWARDS THE COMMON INTEREST

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



Memorandum of Understanding between the CCIA-BML and Talal Abu Ghazaleh Organization

Youmna Naufal

With the aim of providing adequate support for the protection of intellectual property rights in Lebanon and around the world, members of the Beirut Chamber of Commerce as well the President Mohamed Choucair signed a cooperation agreement with the Talal Abu Ghazaleh Organization.

The signing ceremony took place at the Four Seasons Hotel on September 11th at a press conference attended by Deputy Jean Ogassapian, Vice-presidents of the Chamber, Nabil Fahed, and Gaby Tamer, Mohammad Lamaa, Rabih Sabra, and members of the ESCWA.

In his opening speech, President Choucair stated that the signing of the MoU between the Chamber of Beirut and the Talal Abu Ghazaleh Organization would provide new services to merchants and businesses in terms of IPR, registration of trademarks, patents, copyrights, as well as other services related to audit, consulting and translation, all of which the TAG Organization offers.

He stressed that the success of the Talal Abu Ghazaleh Organization is the result of unparalleled professionalism in the region and around the world. President Choucair also highlighted that the Chamber of Commerce in Beirut is committed to continue to serve the private sector and the Lebanese national economy. He concluded by stating that the most beautiful brand was Lebanon itself.

For his part, Chairman Talal Abu Ghazaleh confirmed that he was optimistic about the future of this cooperation, and was confident that his company along with the Chamber will have a positive impact for further promoting businesses, as well as improving the investment environment.

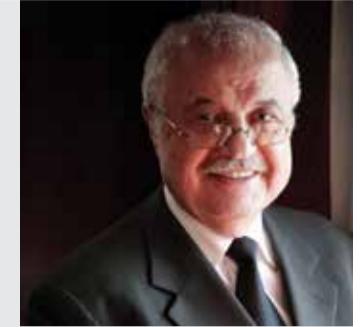
He also conveyed his support for the formation of a working group with the Chamber of Commerce of Beirut and IPR specialists for the registration and protection of brands historically associated to Lebanon, and called for the preparation of a draft law in this regard so that all brands are protected by the international law.

The TAG Organization also specializing in web design is to assist the Chamber of Beirut in the development of its website. A committee to be formed in conjunction with the ESCWA to build their joint work on the knowledge of trade. ●



TALAL ABU GHAZALEH...IN A SNAPSHOT

This is the story of a Palestinian refugee who landed on the shores of Southern Lebanon when he was ten years old. Today, Talal Abu Ghazaleh is the Chairman and founder of the international organization, the Talal Abu Ghazaleh Organization known as TAG-Org.



The Talal Abu Ghazaleh Organization (TAG-Org) is the largest global group of professional service firms specialized in the fields of accounting, external audit, internal audit, corporate governance, taxation, educational consultancy, and economic and strategic studies, management advisory services amongst others. It operates out of 80 offices worldwide. It is quite an achievement for the young Palestinian man with big dreams.

Abu Ghazaleh says "when we were thrown out (of Palestine), we went to Ghazieh in Lebanon instead of a refugee camp because my father was friends with the mayor of that small town. There was no school in Ghazieh and the school in Saida was a two hour walk from my home. I could not afford transportation at the time. I used to walk two hours to school and two hours back. That is when I learnt the blessing of suffering."

I REMEMBER FEELING THAT THE BEST REVENGE I COULD HAVE WAS TO PROVE TO THE WORLD THAT A PALESTINIAN REFUGEE COULD MAKE IT TO THE TOP

Abu Ghazaleh declares that Thomson Reuters recently dubbed him the creator of a global professional and educational empire: "When I was growing up, I remember feeling that the best revenge I could have was to prove to the world that a Palestinian refugee could make it to the top. I believe the future of Palestine depends on the survival of our culture as people who deserve the best. While others chose

to fight, I chose to build an empire. I can safely state today that we are the largest company in the world in intellectual property protection."

"The fact that we have been able to develop a world class knowledge firm has given us an edge in the market. Everything we do is knowledge based. We are developing the first TAG computer cloud which we expect to launch in December. We are doing this between Amman and Cairo – Cairo is where the backup system is and Cairo is the shortest link to the internet through Alexandria. We also have our own internet line, as we don't use a service provider."

Abu Ghazaleh notes that working with a sense of mission is more gratifying than working for success. After graduating from the American University of Beirut with a degree in Business Administration, he took a job in an accounting firm. Abu Ghazaleh is the only person in the world who served on the board of the International Federation of Accountants, the International Accountant Standard Committee, the International Audit Committee, the International Ethics Committee. "I shifted from accounting to intellectual property, and am the only name outside the western world who was introduced to the Chicago museum of honor for people who contributed to intellectual property."

More important than accounting and intellectual property is the acquisition of knowledge. The audit tycoon created three universities; the first is called the TAG University in Business for graduate studies and is in partnership with the Jordan German University in Amman. It won the best prize for Best School in all of Asia. He then established the TAG University in Bahrain, and the third one is what calls his legacy. It is the first completely virtual global university and is a gateway to world class education. It can link you with Yale or Cambridge online with a mission to democratize world class education so that everybody on earth can get a recognized world education.

Abu Ghazaleh goes on to say "I look for opportunities and destiny and grab them. I found out that universities around the world have problems. The presidents of Harvard or Stanford say there is a tsunami coming that will wash out universities. The famous writers and intellectuals are talking about the end of universities because none of them can survive any longer in a knowledge era as a classic university. This is why the future of education is about universities without boundaries."

When it comes to boundaries, the most unique trait that Talal Abu Ghazaleh possesses is the belief that the sky is the limit. In his eyes, it truly is. ●

Tales of Tera Numbers

Euro lenders brace for trimming sovereign debt portfolios

Lana El Tabch

Center for Economic Research at the CCIA-BML

Money doesn't grow on trees! Thus goes the wisdom of frugality. But looking at the world's plethora of 10-power-12 money numbers and their expansion pace, one reckons that sources more profuse than trees must be at work churning out paper 'wealth'.

The tera racetrack is indeed teeming with contestants. The US economy, whose size has been in the trillion-dollar magnitude for seven decades, now shares the tera space with 14 other economies. It remains the largest at \$15.7 trillion, or nearly double the size of the world's second largest national economy. Slightly larger than the US economy is the US public debt, currently at about 102 percent of GDP.

Larger still is the size of US stock markets which dwarfs the pack at \$18.7 trillion. As a matter of fact, of the world's 109 stock markets, the capitalization of US exchanges is 19 percent larger than the combined six that follow in size, and larger than the aggregate of the remaining 102 national exchanges. The bond market is also unrivaled in sheer size at \$38 trillion.

Talk of dislodging the greenback as the international reserve currency!

With debt and equity markets – rather than banks – acting as the main sources of financing, instigating economic recovery in the US called for reinvigorating these markets. The earliest signs of market upturn emerged in March 2009; economic recovery followed, albeit slowly and with a lag.

EUROZONE'S FINANCING CONFIGURATION

Eurozone numbers have also made headway on the trillion-dollar track. The aggregate GDP of the 17-nation bloc stands at \$13 trillion, but that is not the zone's only foray into tera terrain. At the equivalent of \$42 trillion, or 3.2 times the GDP aggregate, the balance sheet total of banks in the single currency zone is presently the largest known money number, excepting global totals.

With such a mass of 'resources', one could hasten to state that Eurooland's financial and financing woes need not be as dire as they are purported to be. After all, in a few other countries, Switzerland and Lebanon to name just two, the lenders' consolidated balance sheet is more than triple the size of the

economy, and that is deemed to be a sign of financial robustness. In the two cited examples, the 'oversized' banking sector mirrors the fact that the growth rates of national economies can hardly match those of the intense and recurring inflows of capital.

Not so in the Euro bloc, where the tale lies in the knotty twist in banking numbers.

The Eurozone financing scene, unlike that of the US, is dominated by banks and these were enmeshed in sovereign lending. Recovery, hence, called for the recapitalization of banks as a core priority.

GROWING BANK EXPOSURE TO SOVEREIGN DEBT

Eurozone public treasuries stepped up their reliance of borrowing from banks throughout the past four years. Reasonably, governments have become over-reliant on banks in the last quarter of the past decade as the ratings of their debt instruments raised the cost of borrowing from international markets. From the lenders' perspective, portfolios of public debt instruments seem to be relatively more 'attractive' to the extent that they are less costly to hold in terms of statutory reserves needed against them.

Consequently, and as at the end of the first quarter of the current year, Euro lenders held on their balance sheets the equivalent of \$4.5 trillion in claims on Eurozone governments. A number of metrics relating to that massive debt portfolio are hardly measurable, to wit the dud portion of these 'assets'.

THE MONETIZATION-CUM-DOWNSIZING MIX

The political will to surmount the muddle is but a pious afterthought that is practically ineffectual. With so much harm done on the left side of the balance sheet, only two remedies are now possible: monetization or downsizing, or a mix of both.

The first option is in the nature of a knee-jerk reaction: Monetary authorities would 'purchase' sovereign debt paper off of the lenders' balance sheets. Mirroring the approach adopted across the pond, the European Central Bank's edition of quantitative easing involved monetizing parts of banks' sovereign IOUs, a policy that doubled the ECB's balance sheet in the past five years to the equivalent of \$3.2 trillion.

The second option is to downsize the balance sheets of over-exposed banks. The sheer size of the Euro space's fiscal muddle and the

banks' exposure to it can hardly be tackled solely through the monetization of problem public debt. Lenders would ultimately have to lend a hand.

Such downsizing is more of a long-winded quantitative exercise in banking and economic stabilization, and has to be carried out in line with the Basel III capital and leverage requirements according to which, Eurozone banks need to shed \$4.3 trillion in assets by 2018 in order to be compliant.

The extent of bank balance-sheet downsizing is determined by the ability of Eurozone's debt-ridden governments to restore their ability to meet their obligations, whereas the time span over which downsizing is expected to last is contingent upon bank's ability to reconstitute and build up enough capital and reserves to compensate for the dud asset write-downs and write-offs.

DUSTING OFF AN OLD TEMPLATE

This is a replay, almost to the dot, of the Latin American countries' debt crisis of the early 1980s, when lending banks had to wait for a full decade to beef up capital and reserves large enough to enable them to chalk out valueless paper assets off their balance sheets.

The Latin American template for banking crisis resolution may be three decades old, but obviously it is not yet worn out. It exemplifies eloquently the dilemma lenders face: they have to abstain from formally declaring that their large debtors are in default, lest they go down with them.

The perennial symbiosis that joins lenders and 'sovereigns' seems to dictate that what the latter owe to the former is prone to be written off, partially at least, in times of systemic crises. Astute monetary governance rests in the optimization of the timing and magnitude of the write-downs.

If history is any indication, lenders and the economy at large would have to suffer as a consequence of governments indulging in net real borrowing for a protracted period, unless of course money does grow on trees.



Eurozone banks need to shed \$4.3 trillion in assets by 2018 in order to be compliant with the Basel III capital and leverage requirements".



VOUS DITES CONFLIT, NOUS DISONS ACCORD

Le Lebanese Mediation Center (LMC) est le premier centre privé de médiation commerciale à Beyrouth, établi à l'initiative de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban (CCIABML). Le LMC a pour objectifs la formation et l'accréditation de médiateurs, la résolution de conflits commerciaux par la médiation et le développement de la culture de la médiation au Liban.

CCIA-BML Centre D'appel:
1314- ext. 172
www.ccib.org.lb



Lebanese Mediation Center

CCIA-BML Headquarter
T: 01-353190
e-mail: information@ccib.org.lb

Jounieh branch
T: 09-838700
Email: Jounieh@ccib.org.lb

Sin el Fil branch
T: 01-498062
Email: sinelfil@ccib.org.lb

Baakline branch
T: 05-303038
Email: baakline@ccib.org.lb



www.facebook.com/CCIAB



www.twitter.com/CCIABML



www.ccib.org.lb/linkedin.html



www.youtube.com



www.instagram.com/cciabml

**Hotline
1314**

Celebrate Life



exotica
Birthdays

www.exoticaflora.com

Ashrafieh, Kaslik, Louaizeh, Verdun,
Jal el Dib, Tel: +961 - 9 - 210023